

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2023

Jeudi 2 février 2023

ANNEXE N°5



**Cluses Arve
& montagnes**
Territoire de réussites

Arâches-la-Frasse ★

Cluses ★

Magland ★

Marnaz ★

Mont-Saxonnex ★

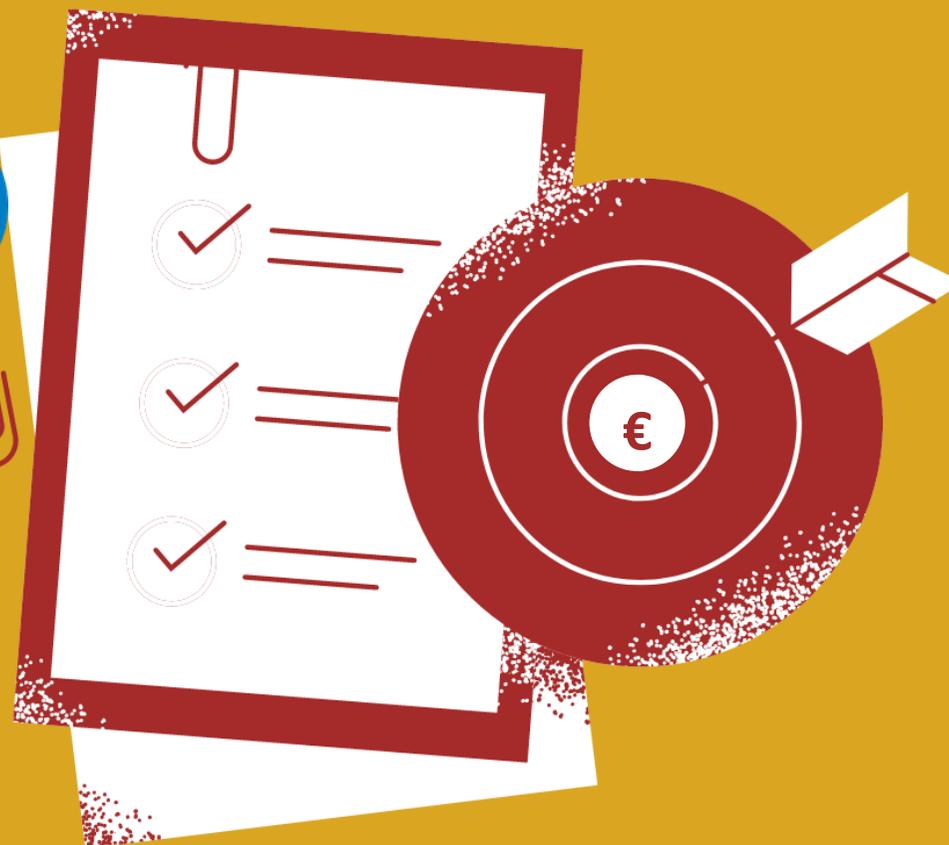
Nancy-sur-Cluses ★

Le Reposoir ★

Saint-Sigismond ★

Scionzier ★

Thyez ★



SOMMAIRE

INTRODUCTION

| | |
|------------------------------------------------------|---|
| Éléments réglementaires | 3 |
| Suivi de mise en œuvre du Projet de Territoire | 3 |
| Analyse de la conjoncture | 4 |
| La loi de finances 2023 pour les collectivités | 7 |

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL

| | |
|----------------------------------------|----|
| Focus sur la gestion des déchets | 8 |
| Recettes de fonctionnement | 9 |
| Les attributions de compensation | 10 |
| Dépenses de fonctionnement | 12 |

| | |
|-------------------------------------------------|----|
| ÉTAT SUR LE PERSONNEL DU BUDGET PRINCIPAL | 14 |
|-------------------------------------------------|----|

| | |
|---------------------------------------------|----|
| ÉTAT SUR LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL | 15 |
|---------------------------------------------|----|

| | |
|------------------------------------------------------------|----|
| CALCUL DES ÉQUILIBRES FINANCIERS DU BUDGET PRINCIPAL | 17 |
|------------------------------------------------------------|----|

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS DU BUDGET PRINCIPAL SUR LA PÉRIODE 2023-2026 | 18 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|

| | |
|--------------------------------------------------|----|
| PROSPECTIVE FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL | 23 |
|--------------------------------------------------|----|

| | |
|----------------------------------------------------|----|
| ÉLÉMENTS A DÉBATTRE POUR LE BUDGET PRINCIPAL | 25 |
|----------------------------------------------------|----|

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Prévision de dépenses et recettes | 26 |
| État sur le personnel et la dette du budget annexe | 27 |
| Prévision des investissements du budget annexe Assainissement sur la période 2023-2026 | 29 |
| Prospective financière du budget annexe | 31 |

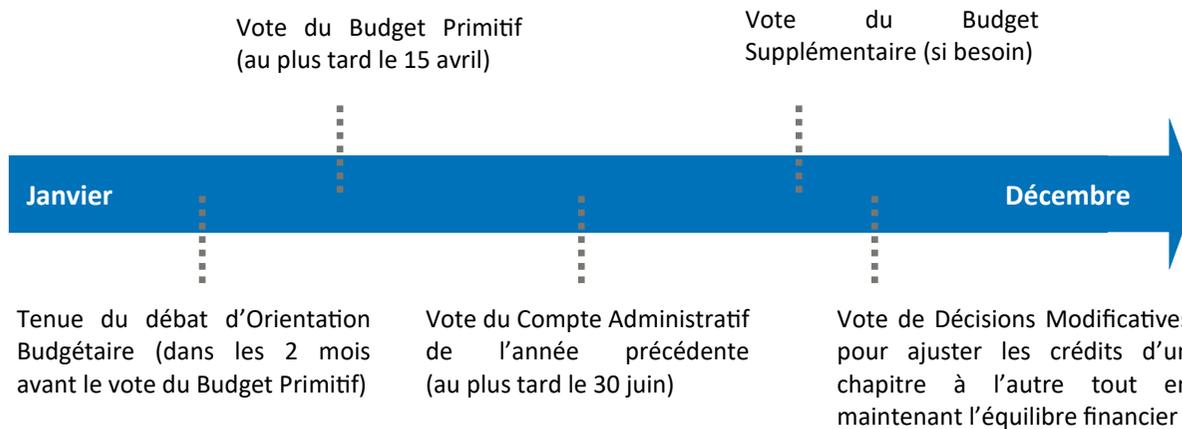
BUDGET ANNEXE MOBILITÉ

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Prévision de dépenses et recettes | 32 |
| Prévision des investissements du budget annexe Mobilité sur la période 2023-2026 | 34 |

INTRODUCTION

Éléments réglementaires

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue le premier acte nécessaire au vote du budget de l'année, pour les communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de plus de 3 500 habitants.



Il s'appuie sur un document : le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) dans lequel sont détaillés les éléments sur la conjoncture économique, les estimations d'évolution des ressources et des charges, la gestion de la dette de la collectivité, les prévisions des investissements, entre autres.

Suivi de mise en œuvre du projet de territoire

Vous retrouverez au fil de ce rapport les projets qui permettent de répondre au Projet de Territoire voté par toutes les assemblées du territoire (2CCAM et communes) au cours de l'année 2022.

Les projets sont classés selon les enjeux et les ambitions définis par le Projet de Territoire.

Vous pourrez les identifier facilement grâce aux différentes pastilles dont le modèle est le suivant :

« Dénomination de l'ambition »

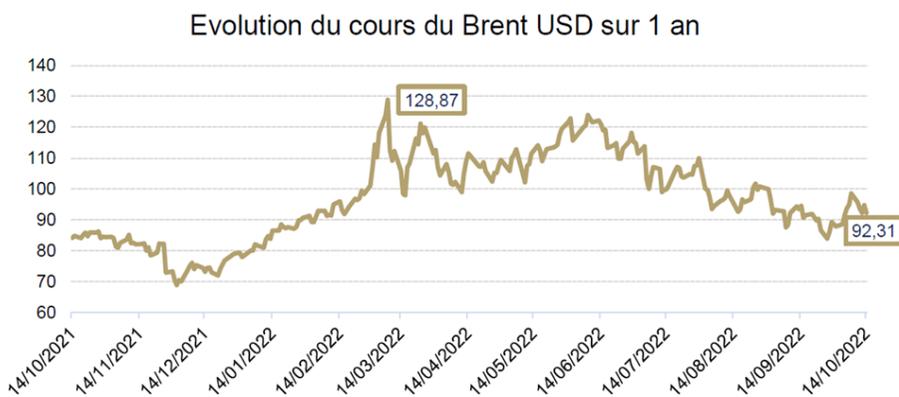
INTRODUCTION : ANALYSE DE LA CONJONCTURE

La crise énergétique

Tous les secteurs de l'énergie connaissent une hausse importante : le pétrole, le gaz et l'électricité.

Le pétrole :

L'organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés se sont réunis fin 2022 afin de statuer sur une réduction des quotas de production de pétrole (2 millions de barils par jour) en prévision de baisse de la demande mondiale. L'objectif de cette baisse de production est de maintenir le prix du baril à un niveau constant.



Source : boursorama

L'électricité :

Concernant l'électricité, l'envolée des prix en France s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs défavorables. Premièrement, le prix de l'électricité sur le marché européen de l'électricité est indexé sur le prix du gaz. Secondement, plus de la moitié des réacteurs nucléaires sont aujourd'hui à l'arrêt pour des raisons de maintenance.

Ceci engendre une forte hausse des prix et des risques de rationnement en énergie pour les entreprises mais aussi les particuliers.

Le gaz :

La guerre en Ukraine, des fuites, des sabotages, le réseaux de gaz et son approvisionnement ont connu de nombreuses complications en 2022 qui ont fortement impacté son prix.

Afin de limiter la hausse du coût du gaz, plusieurs dirigeants ont demandé à la Commission Européenne de plafonner les prix des importations de gaz. D'autres pays s'y opposent, craignant que les producteurs refusent de vendre leur gaz et ainsi se retrouver en situation de pénurie.

Evolution du cours du gaz naturel en euro sur 1 an



Source : Boursorama

Focus : Le plan de sobriété énergétique en France

Présenté le 6 octobre par le Gouvernement, ces mesures s'articulent autour de plusieurs secteurs :

- Les bâtiments : Régulation de la température maximale à 19°, décalage des périodes de chauffe ...
- Les transports : Covoiturage, vélo, transports en commun à privilégier
- L'État : incitation au télétravail, limitation de la vitesse des véhicules de service à 110km/h, réduction de la consommation d'origine numérique...
- Les collectivités territoriales : baisse de l'éclairage public, limitation du chauffage des équipements sportifs ...
- Les entreprises : extinction des éclairages intérieurs en cas de locaux inoccupés ...
- Les particuliers : bonus sobriété pour les ménages maîtrisant leurs consommations, aides pour changer d'équipements,

INTRODUCTION : ANALYSE DE LA CONJONCTURE

Les projections de croissance

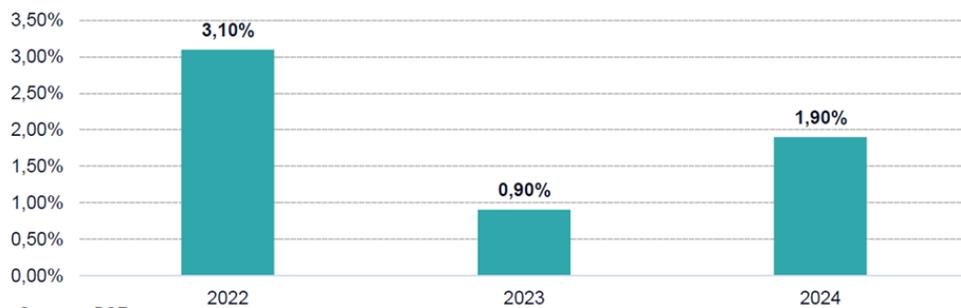
La zone euro :

Concernant la situation macroéconomique de la zone euro, la dégradation des perspectives économiques tout au long de l'année trouve son origine notamment dans la guerre en Ukraine et le confinement en Chine. Ceci a engendré des ralentissements ponctuels de la croissance qui tendent petit à petit à une stagnation.

Le prix élevé de l'énergie affecte le revenu réel des ménages et des entreprises. Les goulets d'étranglement au niveau de l'offre en termes d'approvisionnement et de recrutement, même s'ils s'atténuent, continuent de contraindre l'activité économique. L'environnement géopolitique néfaste enfin, avec en particulier la guerre menée par la Russie en Ukraine, pèse sur la confiance des entreprises et des consommateurs.

Les projections relatives à la croissance économique ont été nettement révisées à la baisse pour l'année 2023 par la BCE.

Projections de croissance zone euro



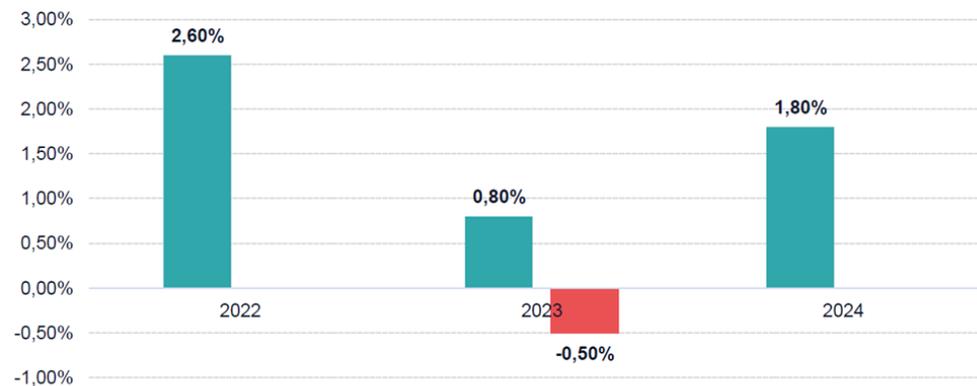
Sources : BCE.

Le cas de la France:

Dans ce contexte, s'agissant de l'économie française, l'activité serait marquée par un cycle en trois « R » : Résilience-Ralentissement-Reprise selon la Banque de France.

- **Résilience en 2022**, car l'économie française résiste mieux que prévu aux chocs récents : La Banque de France a même révisé à la hausse ses prévisions, avec une croissance à 2,6% (contre 2,3% annoncé en juin).
- **Ralentissement à partir de fin 2022**. Le scénario de référence de la Banque de France est une croissance du PIB de +0,5% en 2023. Néanmoins, compte tenu de l'ampleur des incertitudes entourant les approvisionnements en gaz et son prix, elle a décidé de présenter une fourchette de prévision pour 2023 entre +0,8% et -0,5%. Une récession ne peut donc pas être exclue à ce jour, mais elle serait d'ampleur limitée et temporaire.
- **Reprise économique à l'horizon 2024**.

Projections de croissance France



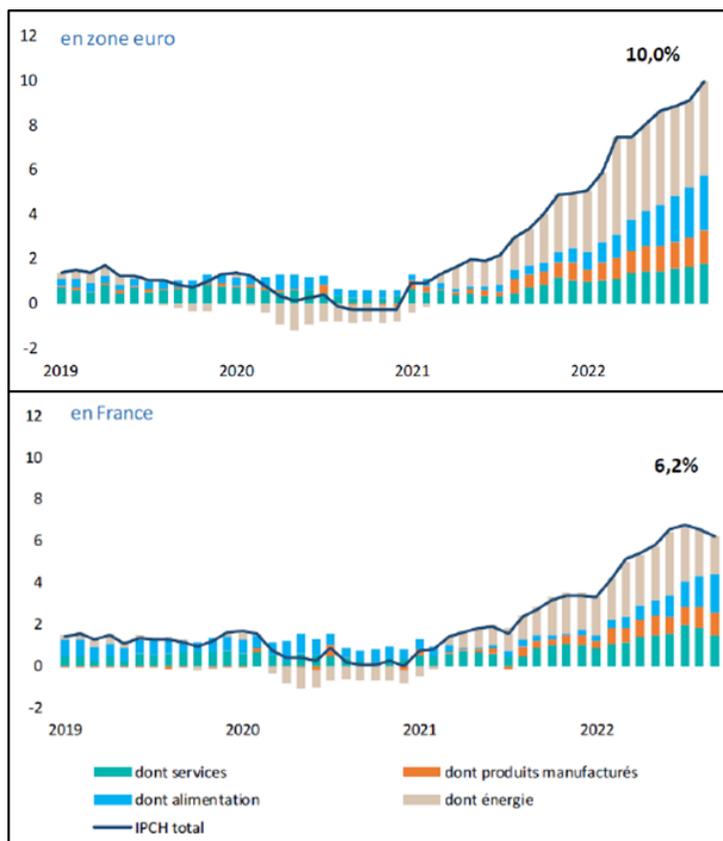
Sources : Banque de France.

INTRODUCTION : ANALYSE DE LA CONJONCTURE

L'inflation

Dans la zone euro, la hausse des prix à la consommation s'est accentuée ces derniers mois, atteignant 10% selon les résultats de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). En France, l'inflation s'est établie à 6,2%, le niveau le plus bas de la zone euro, grâce en particulier au bouclier tarifaire, mais elle demeure nettement supérieure à la cible d'inflation de l'Eurosystème.

Selon la Banque de France, la forte accélération actuelle de l'inflation trouve son origine dans les goulets d'étranglement qui résultent du rebond plus rapide que prévu de l'activité à l'issue de la pandémie ainsi que dans la forte hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation, largement exacerbée par la guerre en Ukraine.



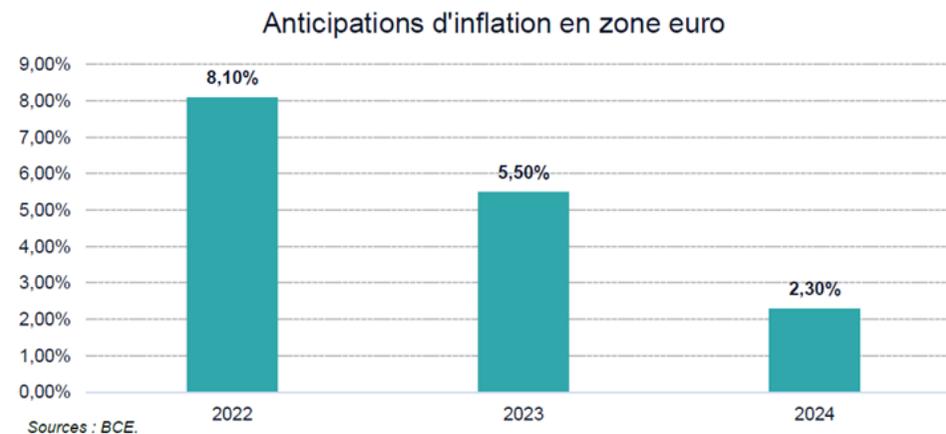
Projection d'inflation dans la zone euro

Un rôle important pour la politique monétaire est de veiller à ce que les anticipations d'inflation restent fixes, en particulier lorsque l'inflation est élevée.

La BCE peut alors utiliser différents moyens pour maintenir l'inflation à ses anticipations : relever ses taux d'intérêts directeurs ou mettre en place différents boucliers.

Les taux d'intérêts directeurs ont été relevés de 125 points de base au total, lors des deux dernières réunions politiques monétaires.

Selon la BCE, l'inflation devrait ralentir pour atteindre 2% d'ici 2024 voir 2025, le temps que la normalisation de la politique monétaire produise ses effets sur l'économie et dans les mécanismes de fixation des prix.

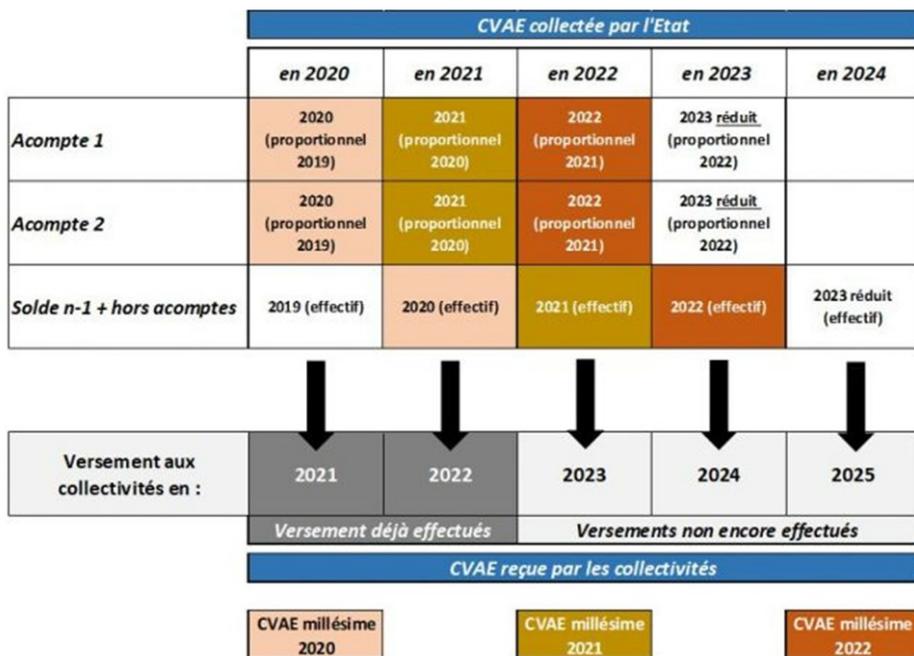


INTRODUCTION : LOI DE FINANCES 2023 POUR LES COLLECTIVITÉS

La suppression de la CVAE :

Le Gouvernement a acté la suppression de la CVAE en deux fois, soit 50% pour 2023 et 50% pour 2024 pour les entreprises. Le mécanisme de reversement de la CVAE par l'État aux collectivités étant décalé d'un an. La compensation par l'État se fera sur la base de la CVAE des millésimes 2020, 2021 et 2022, mais le mécanisme de compensation n'a pas encore été présenté.

L'impact devrait donc démarrer en 2024 pour la 2CCAM.



L'augmentation des recettes :

- Augmentation de 320 millions d'euros pour la DGF, ce qui permettra pour 95% des collectivités de voir leur dotation se maintenir ou augmenter en 2023.
- Création du fonds vert, afin de financer les investissements des collectivités dans le cadre de la transition écologique. Ce nouveau fond est de 2 milliards d'euros.
- Extension du périmètre de la taxe sur les logements vacants et possibilité de majoration sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Cette extension concernera 4 000 nouvelles communes.

Le décalage de deux ans de l'actualisation des valeurs locatives d'habitation.

L'extinction de la participation de l'État et de France Compétences au financement de l'apprentissage dans la Fonction Publique Territoriale.

Le filet de sécurité sur les dépenses énergétiques

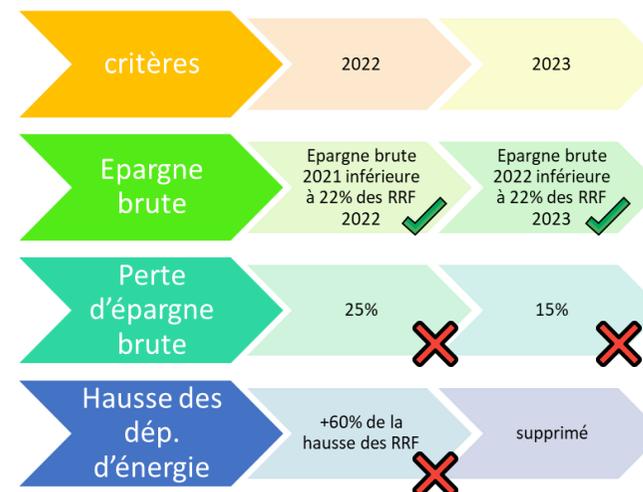
Le filet de sécurité a vu ses seuils baisser pour 2023 pour le rendre plus accessible. Il sera disponible à l'ensemble des collectivités, départements et régions compris ce qui n'était pas le cas au départ.

Au vu des éléments calculés dans les pages suivantes, la 2CCAM ne devrait pas être éligible à ce dispositif.

L'amortisseur « électricité »

Le Gouvernement a entendu les associations d'élus qui trouvaient trop haut le précédent prix plancher de l'amortisseur « électricité » qui était à 325€/MWh et l'a abaissé à 180€/MWh. Au-delà de ce seuil, l'État prend en charge 50% des surcoûts, et ce jusqu'à un prix plafond de 500€/MWh.

Les éléments plus spécifiques à l'intercommunalité seront précisés dans les pages suivantes.



PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : focus sur la gestion des déchets

La principale **dépense de fonctionnement** de la gestion des déchets est le coût d'incinération payé au SYDEVAL (ex SIVOM). Après 2 années de baisse, due notamment à la baisse de fréquentation des stations de ski suite à la crise sanitaire (fermeture anticipée en 2020 et totale en 2021), ce poste devrait connaître une hausse importante en 2023 avec un retour à une situation normale en 2022 (décalage d'un an de la facturation par rapport aux apports constatés).

La collecte des déchets devrait stagner dans les années à venir grâce aux efforts entrepris avec la suppression de la collecte en porte à porte sur de nombreux secteurs pour passer à une collecte en point de regroupement.

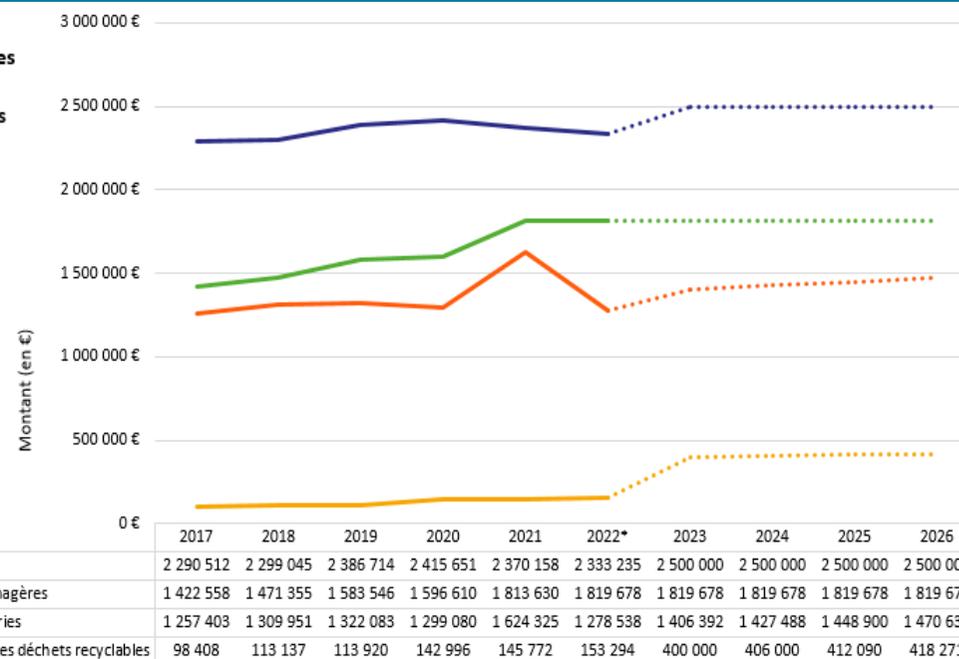
Les marchés d'exploitation des déchèteries et de gestion du tri devraient connaître des hausses importantes au vu de l'inflation constatée depuis plus d'un an.

Du côté des recettes, à l'instar de la Taxe Foncière, la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) devrait également bénéficier de la revalorisation annuelle forfaitaire des bases fiscales avec une progression de 7,1% en 2023 par rapport à 2022.

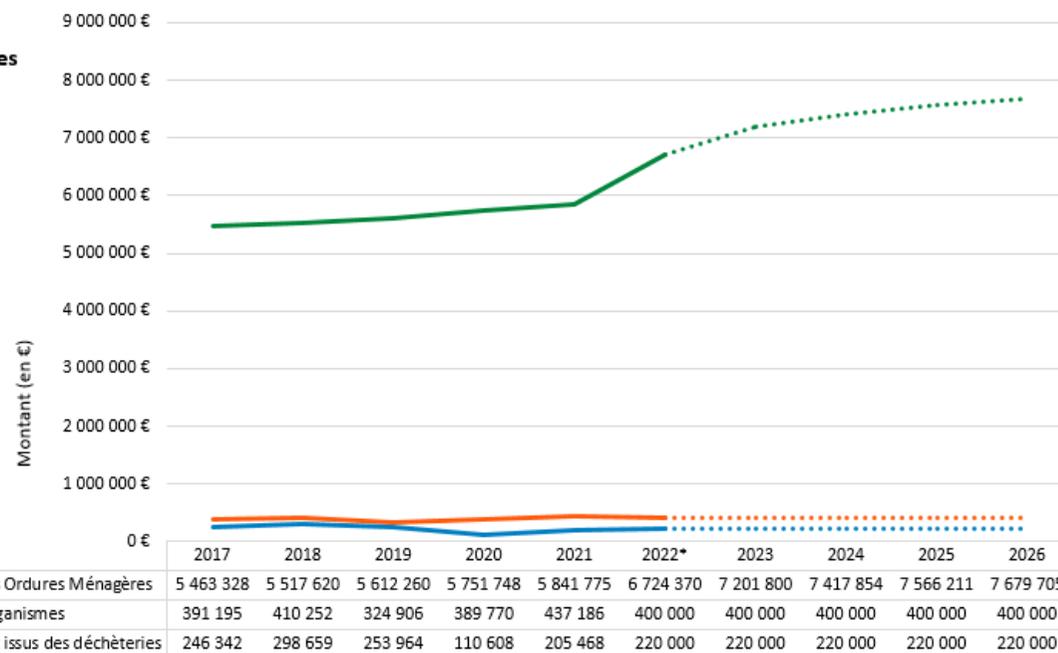
Les autres recettes devraient stagner dans les années à venir, en l'absence de bouleversement important attendu des prix des matières premières.

Il conviendra de réajuster ces prévisions à partir de 2024 avec l'instauration de la collecte séparée des bio déchets (obligatoire à partir du 1^{er} janvier de l'année prochaine).

Évolution des charges de collecte et gestion des déchets



Évolution des recettes liées à la gestion des déchets



PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : recettes de fonctionnement

La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives

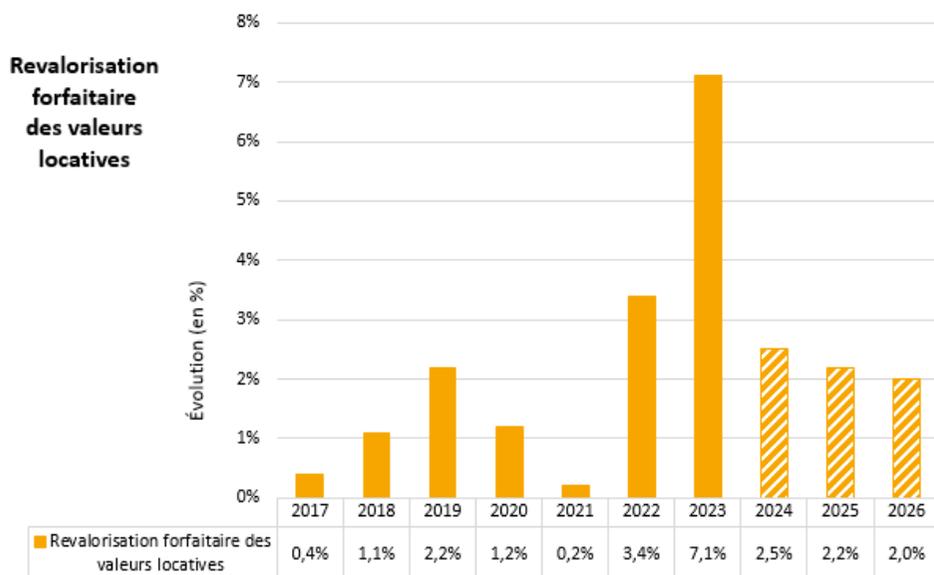
Les valeurs locatives des biens immobiliers servent de base pour le calcul des impôts « Ménages » ou assimilés. Pour la 2CCAM, cela concerne principalement la Taxe sur le Foncier Bâti et la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

Ces valeurs datent de 1970 et n'ont pas été révisées depuis, les réformes prévues par le Gouvernement ayant toujours été reportées. Ainsi, chaque année la loi prévoit une revalorisation forfaitaire qui dépend du niveau d'inflation constatée sur une année.

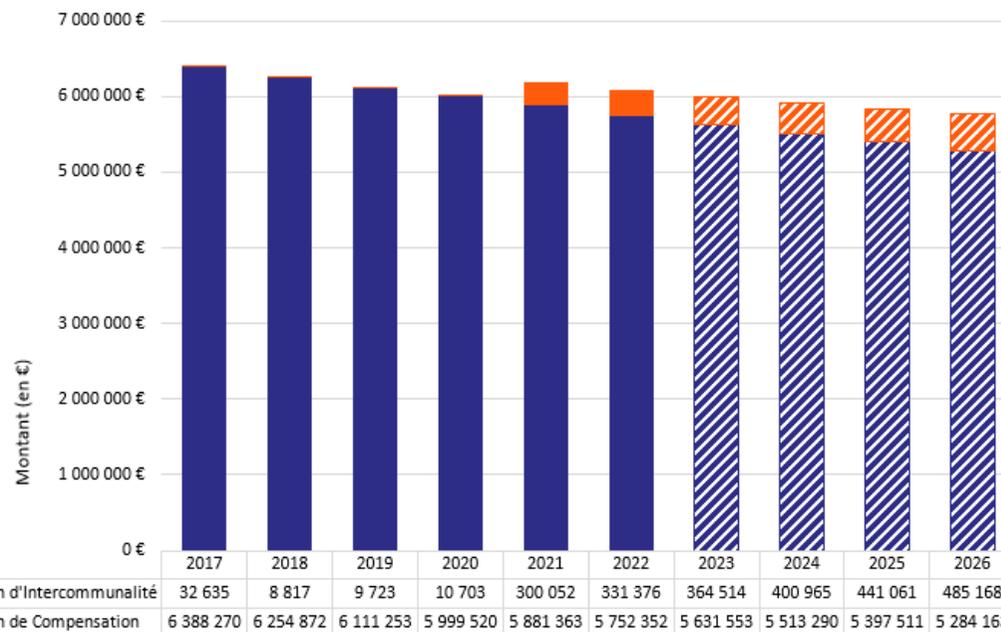
Avec l'explosion du prix des matières, des biens et des énergies l'inflation atteint en 2023 un niveau record à +7,1% par rapport à l'année 2022. Celle-ci avait déjà connu une progression importante à hauteur de +3,4%.

Pour la TEOM, cela représente un gain estimé à +477 430 € sur une année et +48 710 € pour le Foncier Bâti.

Pour les années à venir, la tendance va vers un retour à une situation plus normale avec une inflation prévue à +2,0% en 2026 (Source : Banque de France).



Évolution des composantes de la DGF et extrapolation à horizon 2023



Évolution des composantes de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

La DGF est composée d'une part majoritaire de Dotation de Compensation, qui provient de la réforme de la Taxe Professionnelle mise en œuvre en 2011, et de la Dotation d'Intercommunalité.

La première baisse régulièrement d'environ 2,2% par an depuis 2014 et ne devrait pas connaître une tendance inverse, malgré l'abondement de 320 millions € apporté par le Gouvernement en 2023.

La seconde dépend du niveau d'intégration de l'intercommunalité mais peut être quasiment réduite (comme pour les exercices 2017 à 2020) si l'EPCI dispose d'un potentiel fiscal 2 fois supérieur au potentiel fiscal moyen national. L'hypothèse retenue est un maintien du montant bonifié de Dotation d'Intercommunalité, au moins jusqu'à 2026.

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : les Attributions de Compensation

Une évolution importante des Attributions de Compensation pour la période 2021 à 2023

La création de services communs et la modification statutaire ont entraîné de nombreux transferts de charges, des communes vers la 2CCAM. Ceux-ci se sont caractérisés par une diminution des Attributions de Compensation (ou une augmentation du prélèvement pour les communes contributrices) à hauteur du montant de participation des communes. Vous retrouverez ci-après le détail, thématique par thématique.

| Service commun Subventions | | |
|----------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PART DES COMMUNES SUR LE COÛT DU SERVICE | PART 2CCAM DU COÛT DU SERVICE |
| A | B | C = A - B |
| 50 258,57 | 40 692,73 | 9 565,84 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 1 458,97 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 48 799,60 | |

| Service commun Systèmes d'Information Géographique | | |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PART DES COMMUNES SUR LE COÛT DU SERVICE | PART 2CCAM DU COÛT DU SERVICE |
| A | B | C = A - B |
| 102 844,29 | 62 977,91 | 39 866,38 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 14 864,29 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 87 980,00 | |

| Service commun Archives | | |
|----------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PART DES COMMUNES SUR LE COÛT DU SERVICE | PART 2CCAM DU COÛT DU SERVICE |
| A | B | C = A - B |
| 136 378,06 | 99 753,05 | 36 625,01 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 55 280,21 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 81 097,85 | |

| Service commun Informatique | | |
|----------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PART DES COMMUNES SUR LE COÛT DU SERVICE | PART 2CCAM DU COÛT DU SERVICE |
| A | B | C = A - B |
| 760 633,58 | 685 044,18 | 75 589,40 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 343 164,33 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 417 469,25 | |

| Service commun Commande Publique | | |
|----------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PART DES COMMUNES SUR LE COÛT DU SERVICE | PART 2CCAM DU COÛT DU SERVICE |
| A | B | C = A - B |
| 252 945,28 | 189 226,24 | 63 719,04 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 52 745,45 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 200 199,83 | |

| Service commun Finances-comptabilité | | |
|----------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PART DES COMMUNES SUR LE COÛT DU SERVICE | PART 2CCAM DU COÛT DU SERVICE |
| A | B | C = A - B |
| 409 160,74 | 284 103,98 | 125 056,76 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 37 015,00 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 372 145,74 | |

| Service commun Prospective | | |
|----------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PART DES COMMUNES SUR LE COÛT DU SERVICE | PART 2CCAM DU COÛT DU SERVICE |
| A | B | C = A - B |
| 69 512,05 | 44 069,30 | 25 442,75 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 1 455,00 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 68 057,05 | |

Les services communs, tout comme les transferts de compétences, répondent à plusieurs objectifs :

- améliorer le niveau d'expertise global ;
- favoriser la continuité de service ;
- effectuer des économies d'échelle.

Depuis 2021, la 2CCAM a créé ou développé 7 services communs dont 5 sont déjà en services et 2 autres devraient voir le jour courant d'année 2023 (Archives et Informatique).

Par la suite, il est prévu la création d'un service commun « Centre Technique Intercommunal ». Compte-tenu des enjeux humains et financiers associés à ce service, l'année 2023 sera consacrée à l'organisation pour une mise en œuvre opérationnelle prévue en début d'année 2024.

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : les Attributions de Compensation

La modification statutaire, entérinée par l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2022, a engendré des discussions importantes au sein de l'organe chargé de calculer et proposer les montants à transférer des communes vers l'intercommunalité : la CLECT.

Les élus se sont positionnés, thématique par thématique, sur leur volonté politique de développer ou non des actions sur le territoire puis, en fonction des tendances dégagées, ont déterminé les moyens qu'il fallait transférer à la 2CCAM pour qu'elle mette en œuvre ces actions.

Leur réflexion s'est portée sur 3 modes de financement :

- transfert des charges nettes qui incombait déjà aux communes, constatées dans les comptes administratifs
- Transfert d'un montant basé sur un plan de charges à mener sur une période
- Financement de tout ou partie de la thématique par la 2CCAM sur ses fonds propres.

| Rénovation urbaine (quartiers Politique de la Ville) | | |
|------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PARTICIPATION DES COMMUNES | FINANCEMENT PAR LA 2CCAM |
| A | B | C = A - B |
| 178 747,29 | 178 747,29 | 0,00 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 178 747,29 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | Non valorisable | |

| Gestion des arrêts de bus et abribus du réseau urbain | | |
|-------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PARTICIPATION DES COMMUNES | FINANCEMENT PAR LA 2CCAM |
| A | B | C = A - B |
| 185 600,00 | 185 600,00 | 0,00 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 185 600,00 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 0,00 | |

| Dispositifs d'amélioration de l'habitat | | |
|-----------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PARTICIPATION DES COMMUNES | FINANCEMENT PAR LA 2CCAM |
| A | B | C = A - B |
| 492 032,00 | 98 406,40 | 393 625,60 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 492 032,00 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | Non valorisable | |

| Animation du développement économique | | |
|----------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PARTICIPATION DES COMMUNES | FINANCEMENT PAR LA 2CCAM |
| A | B | C = A - B |
| 86 431,19 | 0,00 | 86 431,19 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 13 250,19 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 73 181,00 | |

| Animation du Conseil Interco. Sécurité et Prévention Délinquance | | |
|------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PARTICIPATION DES COMMUNES | FINANCEMENT PAR LA 2CCAM |
| A | B | C = A - B |
| 67 690,80 | 21 645,00 | 46 045,80 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 41 000,00 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 26 690,80 | |

| Gestion et développement des Zones d'Activité Économique | | |
|----------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PARTICIPATION DES COMMUNES | FINANCEMENT PAR LA 2CCAM |
| A | B | C = A - B |
| 495 911,98 | 495 911,98 | 0,00 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 495 911,98 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 0,00 | |

| Poste adulte relais | | |
|----------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | PARTICIPATION DES COMMUNES | FINANCEMENT PAR LA 2CCAM |
| A | B | C = A - B |
| 1 343,99 | 0,00 | 1 343,99 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 415,81 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 928,18 | |

| GLOBAL SUR LA PÉRIODE 2021-2023 | | |
|----------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------|
| COÛT ANNUEL NET | MONTANT DIMINUÉ DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION | FINANCEMENT PAR LA 2CCAM |
| A | B | C = A - B |
| 3 289 489,82 | 2 386 178,06 | 903 311,76 |
| <i>dont charges et investissements</i> | 1 912 940,52 | |
| <i>dont frais de personnel</i> | 1 376 549,30 | |

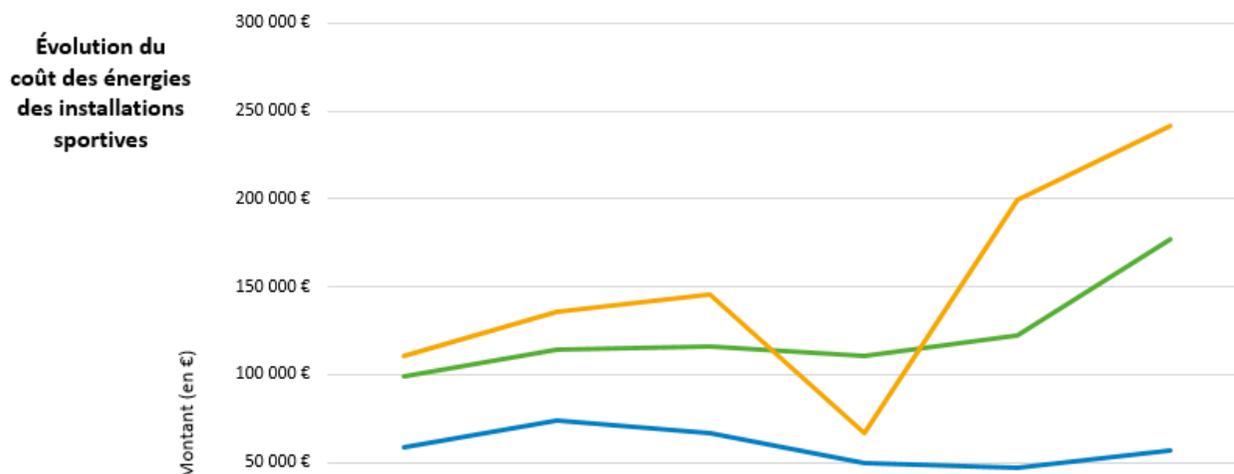
L'impact estimé sur le Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) devrait permettre une évolution de 18% (début 2021) à 21% (fin 2023). Pour rappel, le CIF moyen national des EPCI à Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) se situe à 39%.

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : dépenses de fonctionnement

Dépenses liées aux énergies des installations sportives

Pour les installations sportives, le principal enjeu pour les dépenses de fonctionnement de l'année 2023 se situera sur le coût des fluides et plus particulièrement du gaz et de l'électricité. Les prix en France explosent à cause d'une conjoncture multifactorielle défavorable. Suite à la crise sanitaire, les stocks de gaz ont été mis à mal par les confinements successifs. A l'issue de l'hiver 2020-2021, ceux-ci étaient au plus bas et le retour à une production en adéquation avec la demande a été progressif. Mais la guerre en Ukraine et le bridage de l'offre russe ont de nouveau affolé les cours mondiaux.

Cette situation a été exacerbée par un contexte délicat sur le marché de l'électricité avec une météo très défavorable pour la production d'énergie verte (sécheresse) et une production nucléaire en très nette diminution (la moitié du parc est à l'arrêt), obligeant à utiliser du gaz pour produire de l'électricité.



| Montant (en €) | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* |
|------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Dépenses d'eau | 58 508 | 73 738 | 66 740 | 49 628 | 46 773 | 56 803 |
| Dépenses d'électricité | 99 194 | 114 025 | 115 865 | 110 744 | 122 152 | 177 460 |
| Dépenses de gaz | 110 629 | 136 037 | 145 776 | 66 779 | 199 394 | 241 551 |

Évolution prévue des coûts de gaz des installations sportives



Extrapolation des coûts du gaz à horizon 2026

Après des années 2020 et 2021 marquées par des fermetures partielles et totales du centre aquatique, l'année 2022 affichait un retour à une situation normale en terme de fréquentation.

L'évolution attendue en 2023 du coût du gaz devrait voir la facture multipliée par deux par rapport à l'année précédente et constituer un pic pour la période analysée.

Les charges devraient baisser en 2024 et s'établir à un niveau régulier jusqu'en 2026, selon les extrapolations de la conjoncture économique.

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : dépenses de fonctionnement

Extrapolation des coûts de l'électricité à horizon 2026

L'exercice 2022 a été marqué par un retour à une fréquentation normale des installations sportives après 2 années marquées par des fermetures totales ou partielles du fait de la crise sanitaire.

A l'instar de ce qui est constaté sur les dépenses de gaz, l'année 2023 devrait donc connaître une hausse record des dépenses d'électricité et 3 scénarios sont envisageables à ce stade.

Scénario 1



application du **bouclier tarifaire** avec une compensation par l'État des hausses des coûts de l'électricité

% d'évolution estimé par rapport à 2022 : **+ 23%**

Scénario 2



augmentation contractuelle des coûts de l'électricité, sans compensation

% d'évolution estimé par rapport à 2022 : **+ 143%**

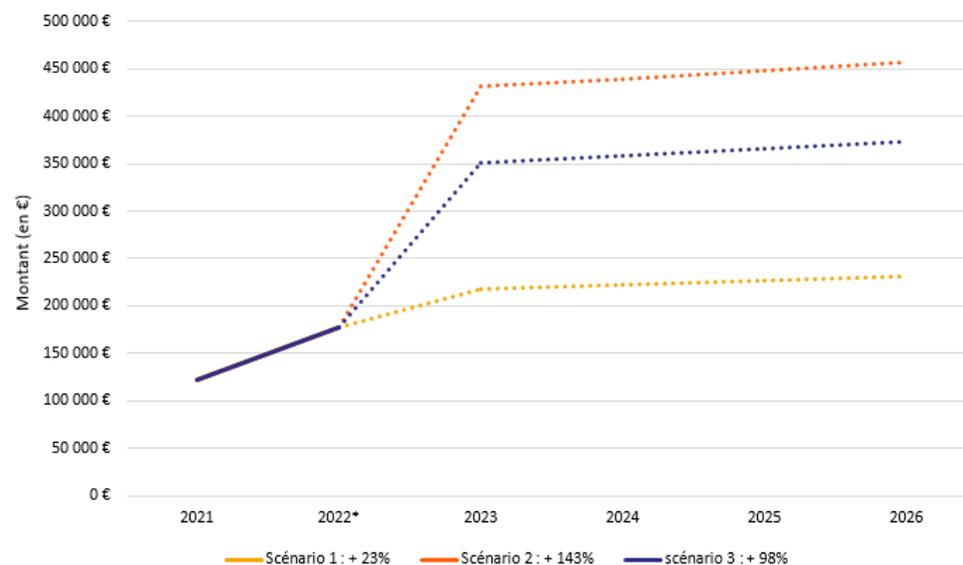
Scénario 3



Application d'un « **amortisseur électricité** » par l'État qui compensera la moitié des charges supplémentaires au-delà de 180 € du MWh

% d'évolution estimé par rapport à 2022 : **+ 98%**

Hypothèses d'évolution des charges d'électricité pour les installations sportives



Le scénario qui semble le plus probable est le **scénario n°3** avec une compensation de la moitié du surcoût au-delà de 180 € du MWh.

Au vu de la situation des capacités de production d'électricité en France, la hausse devrait se pérenniser après 2023 mais avec une progression plus lente.

Sources : SYANE, impots.gouv.fr

ÉTAT SUR LE PERSONNEL DU BUDGET PRINCIPAL

Structuration de l'effectif pour l'année 2023 :

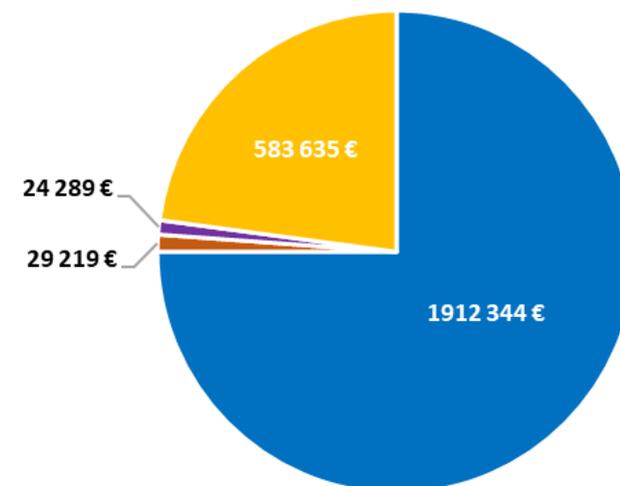
| Filière | Catégorie | Effectifs budgétaires 2023 | Equivalent temps plein (temps complet - temps non complet) | Postes occupés au 01/01/2023 |
|----------------|-----------|----------------------------|------------------------------------------------------------|------------------------------|
| Administrative | A | 8 | 8 | 8 |
| Administrative | B | 9 | 9 | 9 |
| Administrative | C | 21 | 19 | 21 |
| Culturelle | A | 1 | 1 | 1 |
| Culturelle | B | 0 | 0 | 0 |
| Culturelle | C | 4 | 4 | 3 |
| Médico-sociale | A | 0 | 0 | 0 |
| Médico-sociale | B | 0 | 0 | 0 |
| Médico-sociale | C | 1 | 0,6 | 1 |
| Sport | A | 0 | 0 | 0 |
| Sport | B | 8 | 8 | 8 |
| Sport | C | 0 | 0 | 0 |
| Technique | A | 5 | 5 | 4 |
| Technique | B | 4 | 4 | 4 |
| Technique | C | 18 | 17,1 | 18 |
| TOTAL | | 79 | 75,7 | 77 |

Évolutions prévues en 2023 :

Courant 2023, plusieurs transferts sont actés et envisagés du fait de la création de services communs :

- 1 agent au 1^{er} janvier dans le cadre de la création du service commun SIG
- 7 agents à prévoir en cours d'année en cas de création du service commun DSI
- La création du service commun Subventions n'a pas engendré de transfert ou de création de poste
- La création du service commun Archives nécessite la création d'un poste en 2023 et plus tard d'un poste à 0,5 Équivalent Temps Plein (ETP) pour la gestion du Système d'Archivage Électronique (SAE)
- 2 agents catégorie A mis à disposition de la commune de Cluses dans un premier temps (pour le futur CTI et pour le bureau d'études)

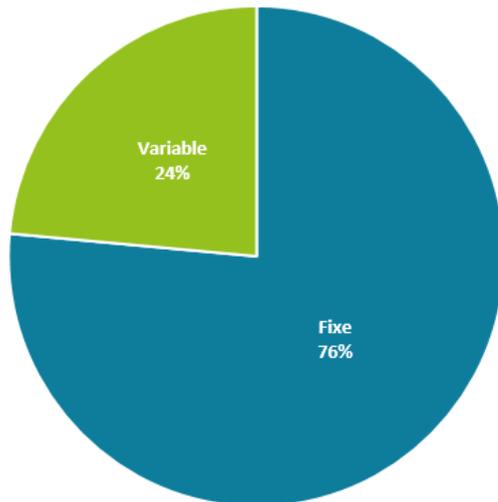
Rémunération (hors charges) :



- Traitement indiciaire
- Nouvelle Bonification Indiciaire
- Supplément Familial de Traitement
- Régime indemnitaire

ÉTAT DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL

Répartition de l'en-cours de dette du Budget Principal par type de taux

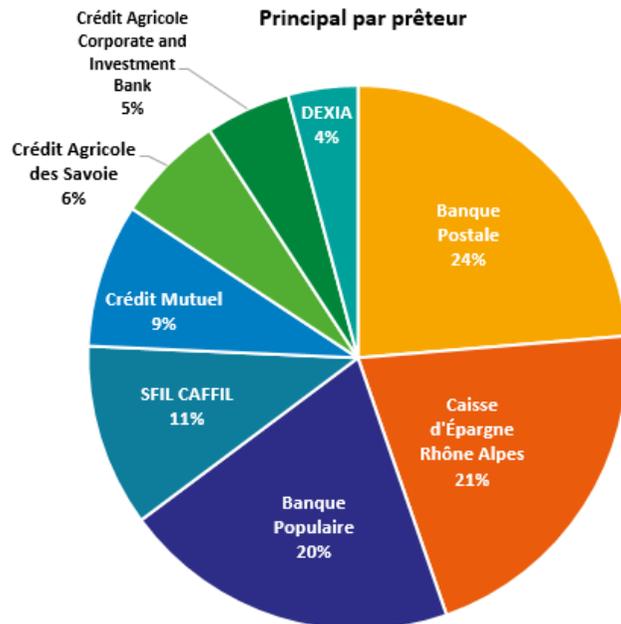


La typologie des emprunts de la commune s'est encore apurée avec une large majorité de taux fixe (76% en 2023 contre 71% en 2022).

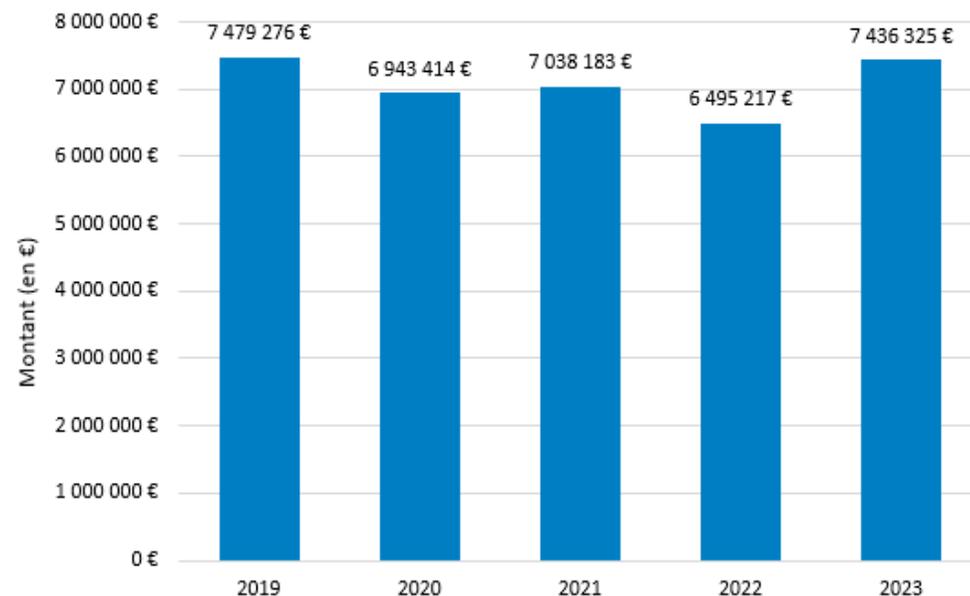
Le principal prêteur de la collectivité est la Banque Postale pour un global de 24% de l'en-cours de dette au 1^{er} janvier 2023, juste devant la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes (21%). Durant l'année 2022, un nouvel emprunt a été réalisé et a intégré la Banque Populaire comme nouveau prêteur de la collectivité. Au total, on dénombre 8 entités prêteuses différentes.

Avec le nouvel emprunt contracté durant l'année 2022 à hauteur de 1,5 millions €, l'intercommunalité voit son en-cours de dette remonter à 7 436 325 € au 1^{er} janvier 2023. Plus largement, la collectivité stabilise le capital restant dû de la dette au même niveau que 2019.

Répartition de l'en-cours de dette du Budget Principal par prêteur

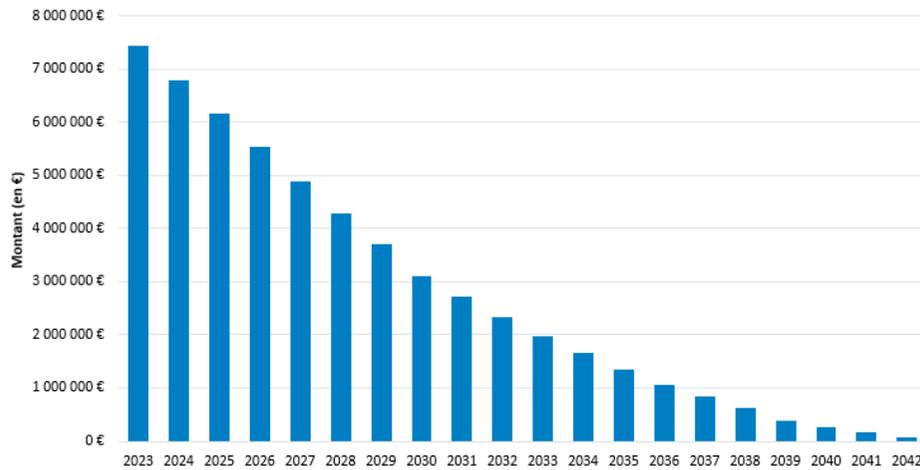


Évolution de l'en-cours de dette au 1^{er} janvier de chaque année

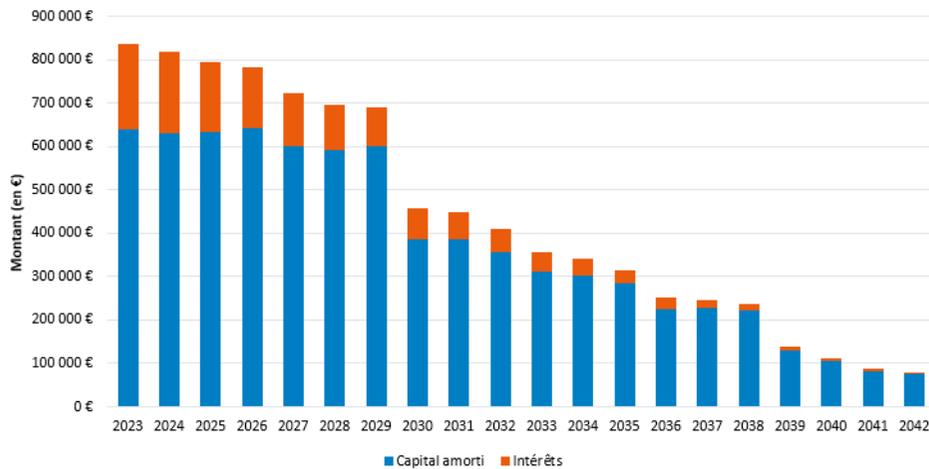


ÉTAT DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL

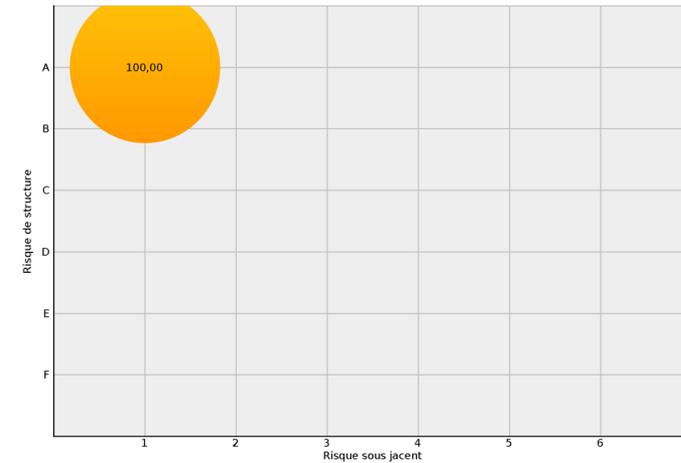
Profil d'extinction de la dette du Budget Principal



Graphique de projection du capital et des intérêts des emprunts du Budget Principal

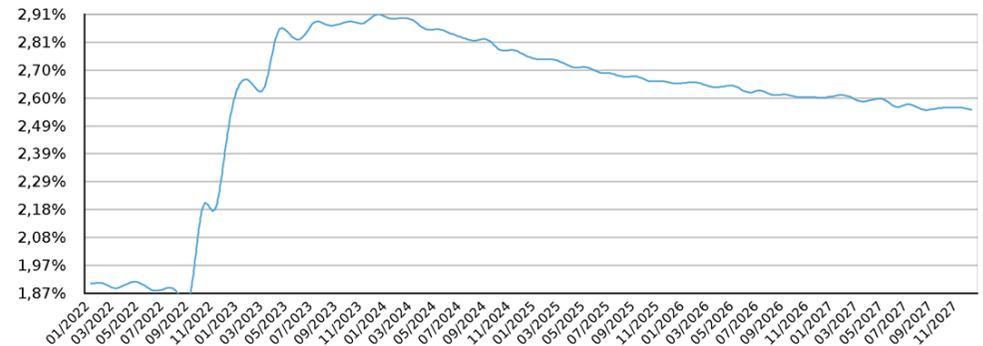


Répartition de la dette selon la classification Gissler pour la mesure du niveau de risque



Comme le montre la classification de Gissler, le niveau de risque associé à la dette est totalement maîtrisé avec 100% de l'en-cours classé en A1, soit le niveau

Evolution annuelle du taux moyen (en %)

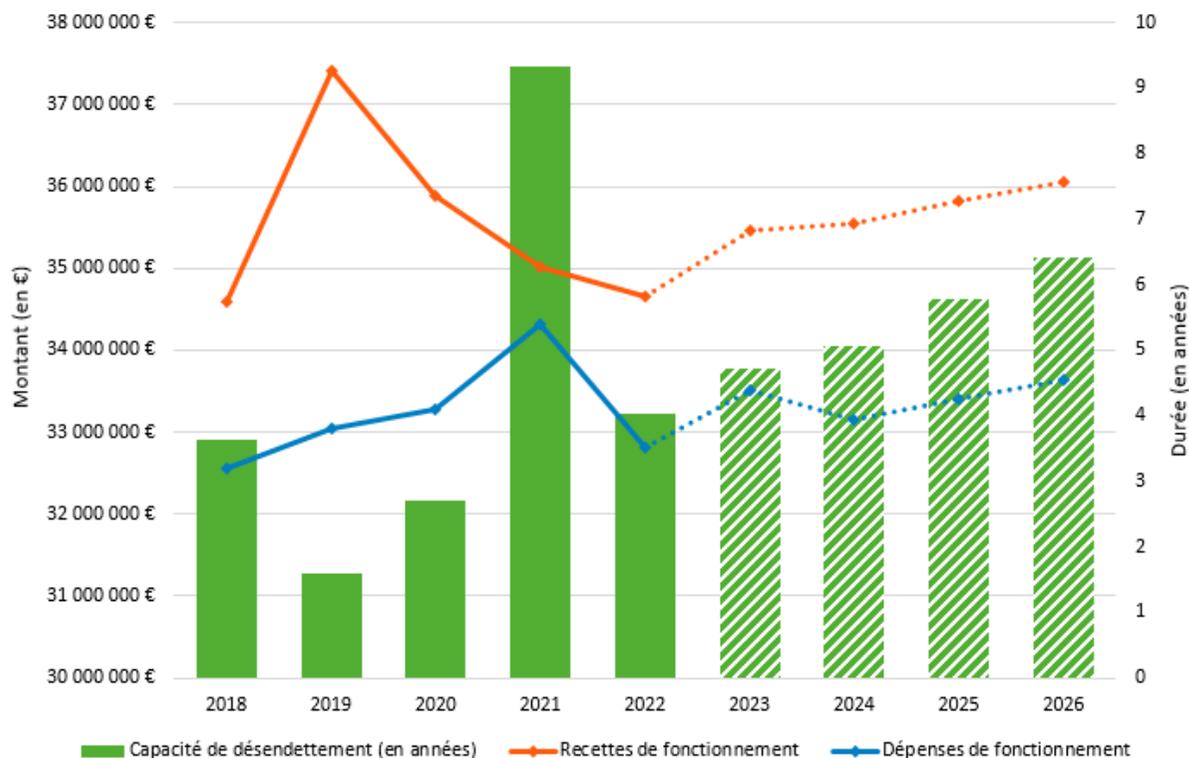


Sans contractualisation d'un nouvel emprunt en 2023, la dette actuelle s'éteindrait en 2042. Le taux moyen annuel est de 2,65%.

Il faudra attendre l'année 2030 pour connaître une baisse importante du capital et des intérêts remboursés.

Après des années avec un taux inférieur à 1,8%, les taux d'intérêts des emprunts connaît une hausse très importante pour atteindre leur maximum (proche de 3%) fin 2022.

CALCUL DES ÉQUILIBRES FINANCIERS DU BUDGET PRINCIPAL



L'épargne brute, soit la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement, est en forte augmentation entre 2021 et 2023, du fait de l'augmentation du taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) en 2022 et des nombreux transferts de charges effectués (voir la partie « *PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : les Attributions de Compensation* » dans les pages précédentes).

L'épargne nette, devrait s'établir en 2023 à environ 1,3 millions €, ce qui constitue la part d'autofinancement des dépenses d'équipement de la communauté de communes.

Ce montant permettra notamment de financer les nouvelles thématiques intercommunales. On retrouvera donc une augmentation substantielle des dépenses d'investissement à partir de cette année.

Le ratio de capacité de désendettement se situerait alors à 4,7 années, fin 2023, et grimperait progressivement à 6,4 années en 2026.

Le calcul des équilibres financiers permet d'apprécier la bonne gestion d'un budget.

Les 3 indicateurs à vérifier sont :

1. Epargne nette positive

Mode de calcul :

$$\begin{aligned} & \text{Recettes réelles de fonctionnement} \\ & - \text{Dépenses réelles de fonctionnement} \\ & = \text{Epargne brute} \\ & - \text{Capital de la dette à rembourser dans l'année} \\ & = \text{Epargne nette} \end{aligned}$$

En 2023, le montant d'**épargne nette** prévu se situe à **1,3 millions €** et détermine la capacité d'investissement de l'intercommunalité, hors recettes nouvelles.

2. Taux d'épargne brute

Mode de calcul :

$$\frac{\text{Epargne brute}}{\text{Recettes réelles de fonctionnement}}$$

Le **taux d'épargne brute** prévu est de **5,5%**, estimé à fin 2023 contre 17,6% en moyenne en France. Cet écart important s'explique au vu du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) relativement bas en comparaison avec les autres EPCI.

3. Capacité de désendettement

Mode de calcul :

$$\frac{\text{Encours de dette à rembourser}}{\text{Epargne brute}}$$

Selon la prospective financière, il faudrait **4,7 années** à la 2CCAM pour **rembourser l'ensemble du capital restant dû** des emprunts si elle affectait toute son épargne à ce poste de dépense soit très proche de la moyenne nationale qui se situe à 4,8 ans).

PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS DU BUDGET PRINCIPAL SUR LA PÉRIODE 2023-2026

Détail des dépenses et recettes d'investissement pour la période 2023-2026

Les investissements présentés dans les pages suivantes proviennent :

- des besoins courants des services (renouvellement de matériel, équipements et infrastructures)
- des engagements pris par la 2CCAM pour des projets en cours
- des projets fléchés au Plan Pluriannuel d'Investissement
- Des transferts de compétence

Explicatif sur les tableaux et les données

Pour faciliter la lecture, une synthèse des éléments financiers des projets a été effectuée selon la logique suivante :



Regroupe l'ensemble des dépenses sous maîtrise d'ouvrage de la 2CCAM et participations aux projets portés par d'autres organismes (communes, etc.) comme les frais d'études ou de maîtrise d'œuvre, les travaux, les acquisitions et frais de portage, les fournitures et les participations.



Regroupe l'ensemble des recettes que va percevoir la 2CCAM sur le projet (hors emprunt) soit le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA), les subventions notifiées ou espérées selon des ratios classiques de financement, les participations d'autres collectivités (communes, etc.) et les éventuelles cessions d'actifs.



Constitue le reste à charge pour la 2CCAM soit la différence entre les dépenses et les recettes.

Répondre à plus de 70% des besoins caractérisés par l'habitant dans son parcours de vie

1 POLITIQUE DU LOGEMENT HABITAT (OPAH, etc.)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|  Études & équipements | 277 000,00 € | 207 000,00 € | 207 000,00 € | 207 000,00 € | 898 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 11 482,80 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 11 482,80 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 265 517,20 € | 207 000,00 € | 207 000,00 € | 207 000,00 € | 886 517,20 € |

Avoir plus de deux tiers des habitants heureux de vivre sur le territoire à horizon 2030

2 INSTALLATIONS SPORTIVES : isolation des tennis couverts

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------|--------|--------|--------------|
|  Études & équipements | 415 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 415 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 165 616,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 165 616,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 249 384,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 249 384,00 € |

3 INSTALLATIONS SPORTIVES : création de nouveaux vestiaires pour le foot et le rugby

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------------|--------------|--------------|
|  Études & équipements | 0,00 € | 0,00 € | 462 024,00 € | 462 024,00 € | 924 048,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 0,00 € | 70 176,31 € | 70 176,31 € | 140 352,62 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 0,00 € | 0,00 € | 391 847,69 € | 391 847,69 € | 783 695,38 € |

PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS DU BUDGET PRINCIPAL SUR LA PÉRIODE 2023-2026

Avoir plus de deux tiers des habitants heureux de vivre sur le territoire à horizon 2030

4 INSTALLATIONS SPORTIVES : agrandissement des clubs house du foot et du rugby

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|-------------|--------------|--------------|
|  Études & équipements | 0,00 € | 0,00 € | 30 000,00 € | 510 235,20 € | 540 235,20 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 77 499,06 € | 77 499,06 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 0,00 € | 0,00 € | 30 000,00 € | 432 736,14 € | 462 736,14 € |

5 INSTALLATIONS SPORTIVES : rénovation des tribunes du stade intercommunal

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------------|--------|--------|-------------|
|  Études & équipements | 0,00 € | 76 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 76 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 12 467,04 € | 0,00 € | 0,00 € | 12 467,04 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 0,00 € | 63 532,96 € | 0,00 € | 0,00 € | 63 532,96 € |

6 INSTALLATIONS SPORTIVES : restructuration du parking du stade intercommunal

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|--------|--------|--------------|
|  Études & équipements | 0,00 € | 432 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 432 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 65 616,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 65 616,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 0,00 € | 366 384,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 366 384,00 € |

7 INSTALLATIONS SPORTIVES : autres petits travaux et mise en accessibilité

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
|  Études & équipements | 35 000,00 € | 35 000,00 € | 35 000,00 € | 35 000,00 € | 140 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 5 741,40 € | 5 741,40 € | 5 741,40 € | 5 741,40 € | 22 965,60 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 29 258,60 € | 29 258,60 € | 29 258,60 € | 29 258,60 € | 117 034,40 € |

8 ENVIRONNEMENT : création d'un espace ludique sur le thème du Gypaète au Mont-Saxonnex

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|---------------|--------|--------|--------------|
|  Études & équipements | 880 039,60 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 880 039,60 € |
|  Recettes & subventions | 131 237,91 € | 366 683,17 € | 0,00 € | 0,00 € | 497 921,07 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 748 801,69 € | -366 683,17 € | 0,00 € | 0,00 € | 382 118,53 € |

Respecter les objectifs du PCAET d'ici 2030

9 ENVIRONNEMENT : Actions en faveur de la réduction de la pollution (fonds air gaz, fonds air véhicule, fonds air industrie)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
|  Études & équipements | 400 000,00 € | 200 000,00 € | 200 000,00 € | 200 000,00 € | 1 000 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 300 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 600 000,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 400 000,00 € |

Réduire de 20% les déchets incinérés d'ici 2030

10 DÉCHETS : création, renouvellement, adaptation des points d'apport volontaire

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|  Études & équipements | 1 495 900,00 € | 1 495 900,00 € | 1 619 150,00 € | 1 619 150,00 € | 6 230 100,00 € |
|  Recettes & subventions | 229 656,00 € | 349 656,00 € | 366 060,00 € | 246 060,00 € | 1 191 432,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 1 266 244,00 € | 1 146 244,00 € | 1 253 090,00 € | 1 373 090,00 € | 5 038 668,00 € |

PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS DU BUDGET PRINCIPAL SUR LA PÉRIODE 2023-2026

Réduire de 20% les déchets incinérés d'ici 2030

11 DÉCHETS : extension de la déchèterie de Thyez

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|--------------|--------|----------------|
|  Études & équipements | 60 000,00 € | 856 000,00 € | 428 000,00 € | 0,00 € | 1 344 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 251 232,00 € | 185 616,00 € | 0,00 € | 436 848,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 60 000,00 € | 604 768,00 € | 242 384,00 € | 0,00 € | 907 152,00 € |

12 DÉCHETS : autres dépenses pour la gestion des déchets (contrôle d'accès, etc.)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
|  Études & équipements | 215 000,00 € | 215 000,00 € | 215 000,00 € | 645 000,00 € | 1 290 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 32 808,00 € | 32 808,00 € | 32 808,00 € | 98 424,00 € | 196 848,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 182 192,00 € | 182 192,00 € | 182 192,00 € | 546 576,00 € | 1 093 152,00 € |

Faciliter l'émergence de nouveaux secteurs d'activités durables et viser le plein emploi d'ici 2030

13 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (Renouvellement voirie en ZAE)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
|  Études & équipements | 260 943,17 € | 260 943,17 € | 260 943,17 € | 260 943,17 € | 1 043 772,68 € |
|  Recettes & subventions | 42 805,12 € | 42 805,12 € | 42 805,12 € | 42 805,12 € | 171 220,47 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 218 138,05 € | 218 138,05 € | 218 138,05 € | 218 138,05 € | 872 552,21 € |

14 TOURISME : Projet de développement du site nordique d'Agy

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------------|----------------|--------|----------------|
|  Études & équipements | 77 631,95 € | 2 440 251,73 € | 2 463 351,73 € | 0,00 € | 4 981 235,41 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 1 974 829,40 € | 1 978 618,72 € | 0,00 € | 3 953 448,12 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 77 631,95 € | 465 422,33 € | 484 733,01 € | 0,00 € | 1 027 787,29 € |

15 TOURISME : Création d'une passerelle suspendue au dessus des gorges du Cé au Mont-Saxonnex

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|--------------|--------|----------------|
|  Études & équipements | 68 000,00 € | 850 000,00 € | 782 000,00 € | 0,00 € | 1 700 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 13 600,00 € | 555 956,76 € | 542 356,76 € | 0,00 € | 1 111 913,51 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 54 400,00 € | 294 043,24 € | 239 643,24 € | 0,00 € | 588 086,49 € |

16 TOURISME : Aménagement du belvédère de l'église au Mont-Saxonnex

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|--------------|--------|--------------|
|  Études & équipements | 0,00 € | 270 000,00 € | 270 000,00 € | 0,00 € | 540 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 176 808,00 € | 176 808,00 € | 0,00 € | 353 616,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 0,00 € | 93 192,00 € | 93 192,00 € | 0,00 € | 186 384,00 € |

17 TOURISME : Création d'un parc de loisirs acrobatique au Reposoir

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|-------------|--------|--------------|
|  Études & équipements | 19 729,00 € | 388 800,00 € | 97 200,00 € | 0,00 € | 505 729,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 245 003,52 € | 61 250,88 € | 0,00 € | 306 254,40 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 19 729,00 € | 143 796,48 € | 35 949,12 € | 0,00 € | 199 474,60 € |

Avoir plus de 70% de « touristes » satisfaits de l'expérience vécue à 10 ans

PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS DU BUDGET PRINCIPAL SUR LA PÉRIODE 2023-2026

Avoir plus de 70% de « touristes » satisfaits de l'expérience vécue à 10 ans

18 TOURISME : Aménagement d'une boucle pour VAE et VTT à Romme (Nancy-sur-Cluses)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------|--------------|--------|--------------|
|  Études & équipements | 19 729,00 € | 0,00 € | 388 800,00 € | 0,00 € | 408 529,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 0,00 € | 197 003,52 € | 0,00 € | 197 003,52 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 19 729,00 € | 0,00 € | 191 796,48 € | 0,00 € | 211 525,48 € |

19 TOURISME : Aménagement d'une piste ludique à Romme (Nancy-sur-Cluses)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------|--------|--------------|--------------|
|  Études & équipements | 19 729,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 388 800,00 € | 408 529,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 197 003,52 € | 197 003,52 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 19 729,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 191 796,48 € | 211 525,48 € |

20 TOURISME : Aménagement d'une piste de ski de fond à Romme (Nancy-sur-Cluses)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------|--------|--------------|--------------|
|  Études & équipements | 19 729,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 388 800,00 € | 408 529,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 197 003,52 € | 197 003,52 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 19 729,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 191 796,48 € | 211 525,48 € |

21 TOURISME : Création d'une Via Ferrata de niveau expert au Mont-Saxonnex (sous réserve projet situé en ZAT)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|--------------|--------|--------------|
|  Études & équipements | 0,00 € | 194 400,00 € | 194 400,00 € | 0,00 € | 388 800,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 29 527,20 € | 29 527,20 € | 0,00 € | 59 054,40 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 0,00 € | 164 872,80 € | 164 872,80 € | 0,00 € | 329 745,60 € |

23 TOURISME : Investissements sur les remontées mécaniques des domaines de Romme, Mont-Saxonnex et Le Reposoir

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|  Études & équipements | 112 930,73 € | 112 930,73 € | 112 930,73 € | 112 930,73 € | 451 722,92 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 112 930,73 € | 112 930,73 € | 112 930,73 € | 112 930,73 € | 451 722,92 € |

Administration de la collectivité

24 AMÉNAGEMENT DU FUTUR SIEGE SOCIAL DE LA 2CCAM A LA BANQUE DE France (CLUSES)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|--------|--------|----------------|
|  Études & équipements | 1 254 000,00 € | 1 254 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 2 508 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 187 005,60 € | 267 005,60 € | 0,00 € | 0,00 € | 454 011,20 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 1 066 994,40 € | 986 994,40 € | 0,00 € | 0,00 € | 2 053 988,80 € |

PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS DU BUDGET PRINCIPAL SUR LA PÉRIODE 2023-2026

Administration de la collectivité

25 ARCHIVES : Système d'Archivage Électronique et rayonnage nouveau siège

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------|--------|--------------|-------------|--------|--------------|
| Études & équipements | 0,00 € | 208 200,00 € | 97 200,00 € | 0,00 € | 305 400,00 € |
| Recettes & subventions | 0,00 € | 32 972,04 € | 14 763,60 € | 0,00 € | 47 735,64 € |
| Reste à charge 2CCAM | 0,00 € | 175 227,96 € | 82 436,40 € | 0,00 € | 257 664,36 € |

26 AUTRES DÉPENSES DIVERSES DES SERVICES (Renouvellement des véhicules, achat de mobilier, etc.)

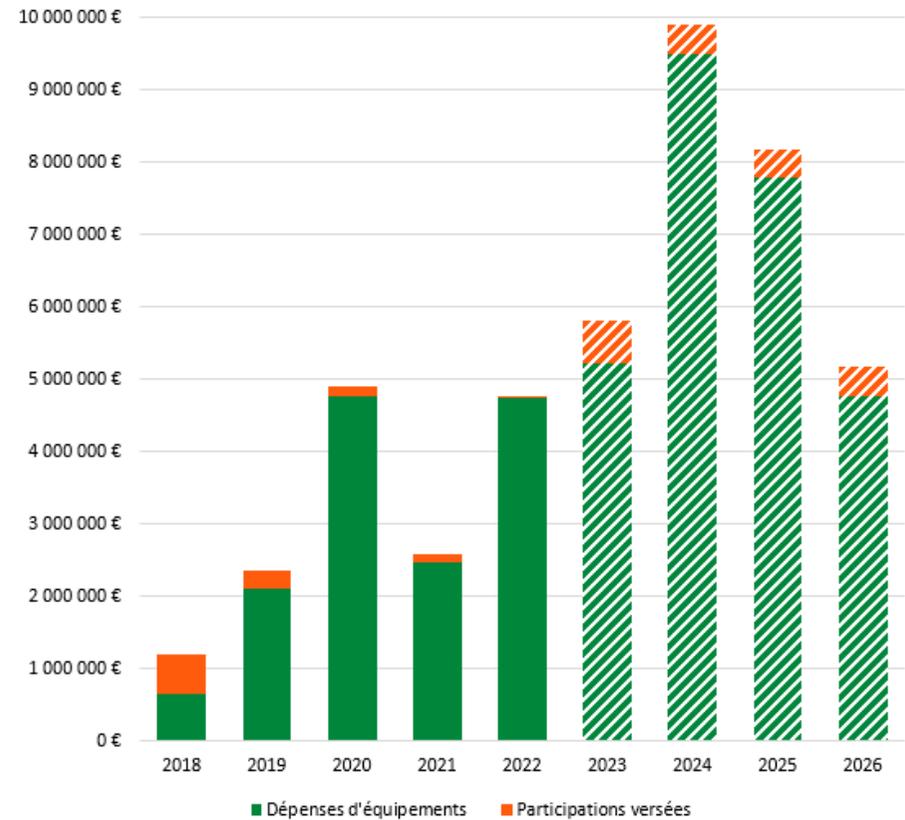
| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Études & équipements | 130 000,00 € | 130 000,00 € | 130 000,00 € | 130 000,00 € | 520 000,00 € |
| Recettes & subventions | 16 404,00 € | 16 404,00 € | 16 404,00 € | 16 404,00 € | 65 616,00 € |
| Reste à charge 2CCAM | 113 596,00 € | 113 596,00 € | 113 596,00 € | 113 596,00 € | 454 384,00 € |

GLOBAL

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Études & équipements | 5 760 361,45 € | 9 626 425,63 € | 7 992 999,63 € | 4 959 883,10 € | 28 339 669,81 € |
| Recettes & subventions | 1 136 356,82 € | 4 525 515,24 € | 3 819 939,51 € | 1 051 116,93 € | 10 532 928,50 € |
| Reste à charge 2CCAM | 4 624 004,63 € | 5 100 910,39 € | 4 173 060,12 € | 3 908 766,17 € | 17 806 741,31 € |

Projection graphique des dépenses d'équipements et assimilées réalisées et à venir selon la PPI :

Dépenses d'équipements réalisées et assimilées avec projection pour les années à venir selon la PPI



PROSPECTIVE FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL

HYPOTHESES DE LA PROSPECTIVE

La prospective financière présentée à la page suivante intègre différents éléments dont voici la liste exhaustive :



Les données présentées tiennent compte des résultats réellement constatés dans les **Comptes Administratifs** pour les exercices 2018 à 2021. Pour l'exercice 2022, les éléments tiennent compte des informations connues à début janvier 2023.



les **produits des services** (entrées au musée et produits de la boutique, centre aquatique, etc.) sont stabilisés au niveau de 2019, dernière année complète avant crise. Seuls les produits liés à l'épicerie sociale, du fait d'une augmentation régulière du nombre de bénéficiaires, et les reventes de matériaux collectés en déchèteries constatent une progression.



La **fiscalité** est dynamique selon les éléments présentés dans les pages précédentes.

La **Dotation Globale de Fonctionnement** baisse régulièrement selon la tendance constatée entre 2014 et 2022, soit - 2,2% en moyenne par an pour la Dotation de Compensation.



Le **périmètre reste constant**, c'est-à-dire qu'il n'intègre pas à ce stade de transferts de compétences qui pourraient induire des hausses ou des baisses de charges, et des attributions de compensation.



Les **charges** sont impactées à la hausse selon les tendances d'évolution conjoncturelles constatées pour les charges à caractère général ; +3% pour les exercices 2023 et 2024 et retour à une tendance plus basse à hauteur de +1,5% par an à partir de 2025 pour les autres charges de gestion courante.



L'**équilibre** s'effectue de façon à maintenir un fonds de roulement minimum et nécessaire puis par emprunt. Les intérêts et le capital remboursé annuellement sont intégrés à N+1 dans la prospective selon la contractualisation d'un emprunt à un taux de 2,50% sur 20 ans.



Pour les **recettes d'investissement**, le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) est enregistré pour chaque projet l'année de sa réalisation, conformément aux règles en vigueur. Les subventions proviennent des montants notifiés et des tendances de financements actuels.

ANALYSE DE LA PROSPECTIVE

La prospective financière affiche un niveau d'épargne nette très satisfaisant à hauteur de 1,5 millions € en moyenne sur la période 2023-2026. Celle-ci reste stable ce qui permet à la 2CCAM d'absorber les nouveaux investissements qu'elle devra assumer suite à la création des services communs et aux transferts de compétences.

Ce maintien de l'épargne est notamment dû à l'augmentation d'un point de % sur la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), opéré en 2022. Il permettra notamment de faire face aux investissements importants qu'il conviendra d'opérer dans les mois et années à venir sur la thématique.

Le scénario présenté affiche également des projets à divers niveaux de maturité. Si différentes thématiques permettent d'appréhender depuis plusieurs années un rythme d'investissement important, comme les installations sportives par exemple, d'autres compétences intercommunales vont connaître de forts enjeux dans les mois à venir (tourisme, habitat, etc.).

La situation de la conjoncture devra être observée de près. Si celle-ci venait encore à se dégrader, les élus communautaires pourraient avoir à effectuer des arbitrages sur les projets proposés, ou sur le niveau d'endettement de la 2CCAM qui reste encore à ce jour l'une de ses principales forces.

PROSPECTIVE FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL

| Rep. | Intitulé | Calcul | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|------|--------------------------------------------------------|------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 | Impôts et taxes | | 23 191 627,00 | 24 747 943,28 | 24 335 307,05 | 20 913 896,67 | 22 057 005,36 | 23 325 657,42 | 23 380 123,00 | 23 626 993,54 | 23 840 167,53 |
| 2 | Dotation Globale de Fonctionnement | | 6 263 689,00 | 6 120 976,00 | 6 010 223,00 | 6 181 415,00 | 6 083 728,00 | 5 996 066,21 | 5 914 254,96 | 5 838 572,37 | 5 769 330,79 |
| 3 | Produits des services | | 1 808 678,77 | 1 927 055,84 | 1 432 469,14 | 1 174 779,46 | 1 263 221,87 | 1 123 489,11 | 1 135 856,79 | 1 142 190,02 | 1 148 649,92 |
| 4 | Autres recettes diverses | | 3 336 116,43 | 4 611 068,44 | 4 113 922,36 | 6 740 357,28 | 5 252 474,92 | 5 016 328,70 | 5 106 751,70 | 5 202 228,89 | 5 304 694,40 |
| 5 | TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | A | 34 600 111,20 | 37 407 043,56 | 35 891 921,55 | 35 010 448,41 | 34 656 430,15 | 35 461 541,43 | 35 536 986,45 | 35 809 984,82 | 36 062 842,64 |
| 6 | Charges à caractère général | | 8 485 984,70 | 8 918 648,64 | 8 703 215,46 | 8 841 867,28 | 7 600 000,00 | 7 409 745,38 | 7 513 867,91 | 7 583 312,54 | 7 654 106,96 |
| 7 | Charges de personnel | | 2 280 196,39 | 2 323 769,64 | 2 308 906,06 | 2 661 407,12 | 3 121 500,88 | 3 600 000,00 | 3 800 000,00 | 3 876 000,00 | 3 953 520,00 |
| 8 | Attributions de compensation | | 16 724 735,60 | 16 683 074,60 | 16 683 074,60 | 16 532 614,00 | 15 562 203,42 | 14 778 016,28 | 14 440 724,11 | 14 440 724,11 | 14 440 724,11 |
| 9 | Intérêts des emprunts | | 144 279,81 | 151 261,50 | 138 853,89 | 128 576,57 | 129 129,02 | 197 409,21 | 247 194,81 | 302 708,48 | 340 563,71 |
| 10 | Autres dépenses diverses | | 4 913 456,85 | 4 959 660,10 | 5 445 746,06 | 6 149 055,78 | 6 401 468,57 | 7 530 579,07 | 7 149 683,47 | 7 188 503,79 | 7 228 903,11 |
| 11 | TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | B | 32 548 653,35 | 33 036 414,48 | 33 279 796,07 | 34 313 520,75 | 32 814 301,89 | 33 515 749,93 | 33 151 470,29 | 33 391 248,91 | 33 617 817,89 |
| 12 | EPARGNE BRUTE | C = A - B | 2 051 457,85 | 4 370 629,08 | 2 612 125,48 | 696 927,66 | 1 842 128,26 | 1 945 791,50 | 2 385 516,16 | 2 418 735,90 | 2 445 024,75 |
| 13 | Remboursement du capital des emprunts | D | 431 299,73 | 506 048,33 | 537 792,90 | 543 278,08 | 559 061,31 | 638 889,95 | 713 980,20 | 842 334,32 | 951 566,16 |
| 14 | EPARGNE NETTE | E = C - D | 1 620 158,12 | 3 864 580,75 | 2 074 332,58 | 153 649,58 | 1 283 066,95 | 1 306 901,55 | 1 671 535,95 | 1 576 401,59 | 1 493 458,59 |
| 15 | Dépenses d'équipements (dont RAR) | | 642 394,36 | 2 108 087,23 | 4 767 617,76 | 2 467 182,61 | 4 743 979,89 | 5 153 361,45 | 9 219 425,63 | 7 585 999,63 | 4 552 883,10 |
| 16 | Subventions d'investissement versées | | 559 002,03 | 240 000,00 | 138 899,03 | 123 349,65 | 3 200,00 | 607 000,00 | 407 000,00 | 407 000,00 | 407 000,00 |
| 17 | Autres dépenses d'investissement | | 740,00 | 0,00 | 91 746,00 | 0,00 | 81 103,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | TOTAL DÉPENSES INVESTISSEMENT (hors emprunts) | F | 1 202 136,39 | 2 348 087,23 | 4 998 262,79 | 2 590 532,26 | 4 828 283,32 | 5 760 361,45 | 9 626 425,63 | 7 992 999,63 | 4 959 883,10 |
| 19 | FCTVA | | 70 476,00 | 109 465,00 | 492 028,00 | 144 478,99 | 188 493,51 | 722 756,82 | 1 389 407,48 | 1 145 627,63 | 675 218,69 |
| 20 | Subventions | | 23 500,00 | 15 000,00 | 139 152,00 | 630 658,23 | 515 108,00 | 100 000,00 | 2 903 349,83 | 2 434 166,67 | 180 000,00 |
| 21 | Restes à réaliser | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 63 000,00 | 21 250,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Autres recettes diverses | | 2 491,09 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 63 881,19 | 313 600,00 | 232 757,93 | 240 145,21 | 195 898,24 |
| 23 | TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT (hors emprunts) | G | 96 467,09 | 124 465,00 | 631 280,00 | 838 137,22 | 788 732,70 | 1 136 356,82 | 4 525 515,24 | 3 819 939,51 | 1 051 116,93 |
| 24 | Besoin de financement | H = F - G | 1 105 669,30 | 2 223 622,23 | 4 366 982,79 | 1 752 395,04 | 4 039 550,62 | 4 624 004,63 | 5 100 910,39 | 4 173 060,12 | 3 908 766,17 |
| 25 | Rappel Epargne nette | E | 1 620 158,12 | 3 864 580,75 | 2 074 332,58 | 153 649,58 | 1 283 066,95 | 1 306 901,55 | 1 671 535,95 | 1 576 401,59 | 1 493 458,59 |
| 26 | Emprunts nouveaux | I | 2 000 000,00 | 0,00 | 600 000,00 | 0,00 | 1 500 000,00 | 2 317 103,08 | 3 429 374,44 | 2 596 658,53 | 2 415 307,58 |
| 27 | En-cours de dette au 31/12 | J | 7 479 275,53 | 6 943 414,36 | 7 038 182,96 | 6 495 216,66 | 7 436 324,85 | 9 114 537,98 | 11 829 932,21 | 13 584 256,43 | 15 047 997,85 |
| 28 | Ratio de capacité de désendettement (en années) | K = J ÷ C | 3,6 | 1,6 | 2,7 | 9,3 | 4,0 | 4,7 | 5,0 | 5,6 | 6,2 |
| 29 | Taux d'épargne brute | L = C ÷ A | 5,9% | 11,7% | 7,3% | 2,0% | 5,3% | 5,5% | 6,7% | 6,8% | 6,8% |
| 30 | Taux d'endettement | M = J ÷ A | 21,6% | 18,6% | 19,6% | 18,6% | 21,5% | 25,7% | 33,3% | 37,9% | 41,7% |

ÉLÉMENTS A DÉBATTRE POUR LE BUDGET PRINCIPAL

Leviers d'actions sur les finances intercommunales en dépenses

- **Plan de sobriété des dépenses énergétiques**

Monsieur le Président propose d'appliquer un plan de sobriété énergétique pour limiter l'impact de la hausse des coûts des fluides (électricité et gaz).

Faut-il réduire le niveau de confort dans les équipements publics et diminuer les plages d'éclairage des installations sportives ?

- **Services communs et transferts de compétences**

En lien avec le Projet de Territoire, la mutualisation avec les communes du territoire et le transferts de certaines compétences vers l'intercommunalité ont été engagés.

Le conseil communautaire sera amené à se prononcer sur l'opportunité de poursuivre en ce sens avec la mutualisation d'autres thématiques comme le Centre Technique Municipal (CTM) ou des compétences comme l'enfance et la petite enfance.

Leviers d'actions sur les finances intercommunales en recettes

- **Évolution de la politique tarifaire**

Faut-il travailler sur la répartition du financement du coût des services entre la part usager et la part contribuable ?

Faut-il faire participer davantage l'utilisateur au coût du service, particulièrement dans cette période d'inflation ?

- **Mobilisation du levier fiscal ?**

Débat sur le principe de solidarité instauré sur le territoire

La ZCCAM a mis en place un système de solidarité obligatoire, liée au Contrat de Ville et à l'absence de pacte financier et fiscal, mais également un système de solidarité volontaire avec la création et le développement de services communs, ou encore pour accompagner la transition des Zones d'Aménagement Touristique.

Faut-il poursuivre en ce sens avec de nouveaux principes de solidarité ? Quelles thématiques pourraient être associées ?

Le choix et le financement des investissements

- **La priorisation des investissements**

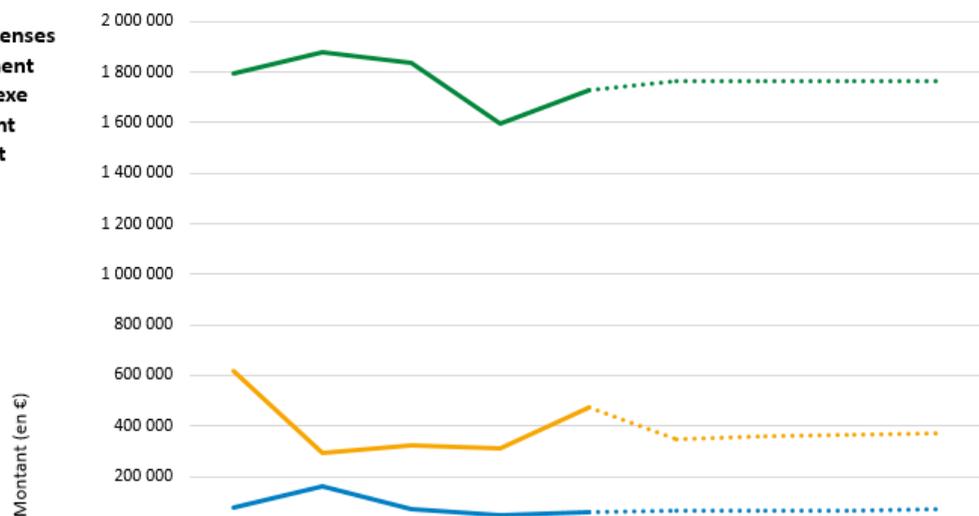
Quels projets doivent être réalisés en priorité ou sur quelles thématiques ?

- **Le recours à l'emprunt et la politique de désendettement**

Quelle politique la collectivité doit elle adopter vis-à-vis de l'emprunt ?

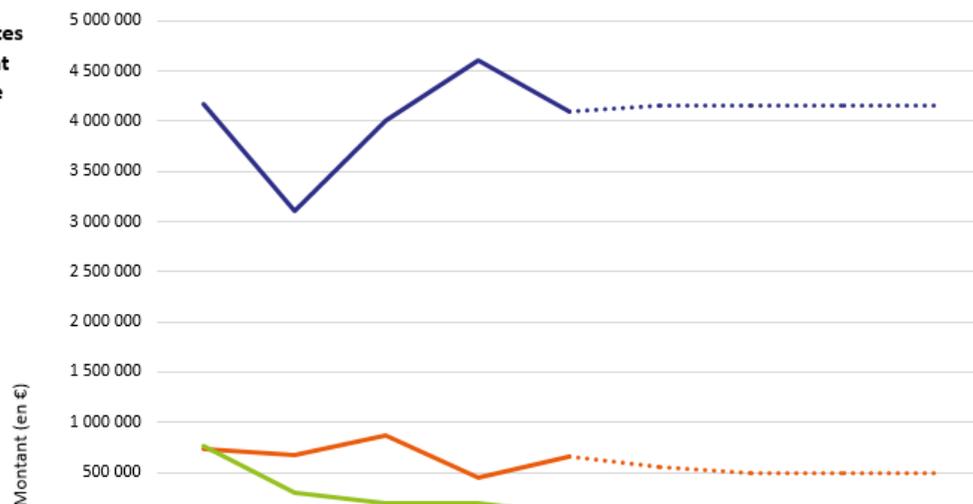
PRÉVISION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT POUR 2023 ET LES ANNÉES A VENIR

Évolution des dépenses de fonctionnement du budget annexe Assainissement (hors dette et charges de personnel)



| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Coût de traitement des eaux usées | 1 796 454 | 1 879 782 | 1 836 436 | 1 599 549 | 1 729 935 | 1 764 533 | 1 764 533 | 1 764 533 | 1 764 533 |
| Autres charges liées à l'assainissement collectif | 618 436 | 290 852 | 325 637 | 309 343 | 474 542 | 350 000 | 357 000 | 364 140 | 371 423 |
| Autres charges liées au SPANC, Arve Pure et Eau Potable | 79 676 | 162 027 | 72 446 | 46 042 | 59 694 | 65 000 | 66 300 | 67 626 | 68 979 |

Évolution des recettes de fonctionnement du budget annexe Assainissement



| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Redevance d'assainissement collectif | 4 165 105 | 3 108 882 | 4 012 060 | 4 608 165 | 4 093 470 | 4 154 872 | 4 154 872 | 4 154 872 | 4 154 872 |
| Participation Financière à l'Assainissement Collectif | 739 308 | 672 602 | 868 308 | 447 378 | 653 887 | 550 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 |
| Autres recettes diverses | 770 471 | 295 357 | 194 173 | 189 587 | 91 826 | 120 000 | 120 000 | 120 000 | 120 000 |

Les dépenses de fonctionnement

La refacturation du traitement des eaux usées amenées à la STEP de Marignier (SYDEVAL) et à la STEP de Bonneville (RITE Faucigny Glières) sont les principales dépenses de fonctionnement.

Avec les contrats de Délégation de Service Public (DSP) pour la gestion des stations d'épuration et des réseaux, la 2CCAM n'a pas de charges importantes liées à la gestion de l'assainissement collectif. Cela lui permet notamment de dégager une capacité d'investissement importante pour mener les travaux.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) et le dispositif Arve Pure mobilisent peu de moyens financiers sur ce budget annexe.

Les recettes de fonctionnement

La principale recette de fonctionnement du budget annexe Assainissement est la redevance d'assainissement. Des variations importantes peuvent intervenir d'une année sur l'autre selon les dates de relevés et le reversement de la part intercommunale par le délégataire.

En neutralisant ces effets, la redevance s'établit à environ 4,1 millions € par an et ne devrait pas connaître d'évolution importante à l'avenir.

La Participation Financière à l'Assainissement Collectif (PFAC) devrait diminuer par rapport à la moyenne des années précédentes avec la diminution des constructions neuves et arriver à un rythme de croisière d'environ 500 000 € par an.

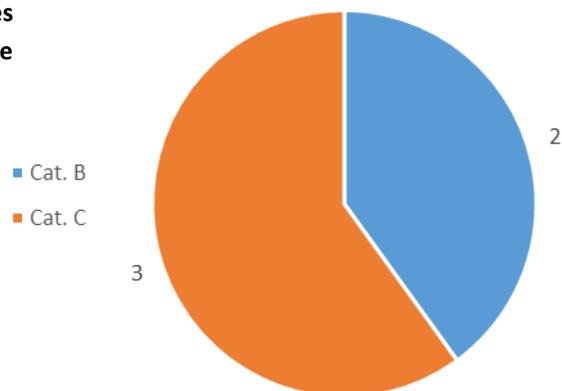
Les autres recettes diverses correspondent à la redevance d'assainissement non collectif, les primes épuratoires et des subventions Arve Pure.

ETAT SUR LE PERSONNEL ET SUR LA DETTE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

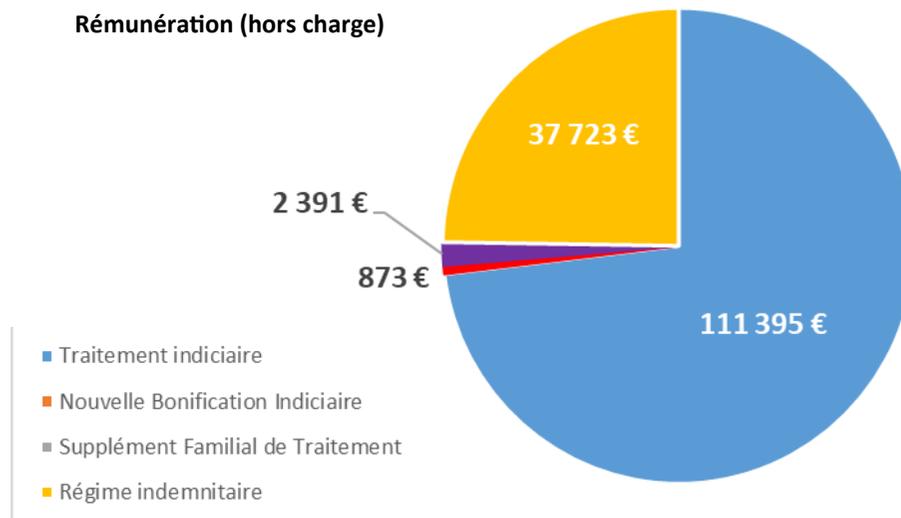
État sur le personnel

Il n'est pas prévu de changements importants pour la gestion des ressources humaines affectées à l'assainissement en 2023.

Répartition des agents par catégorie

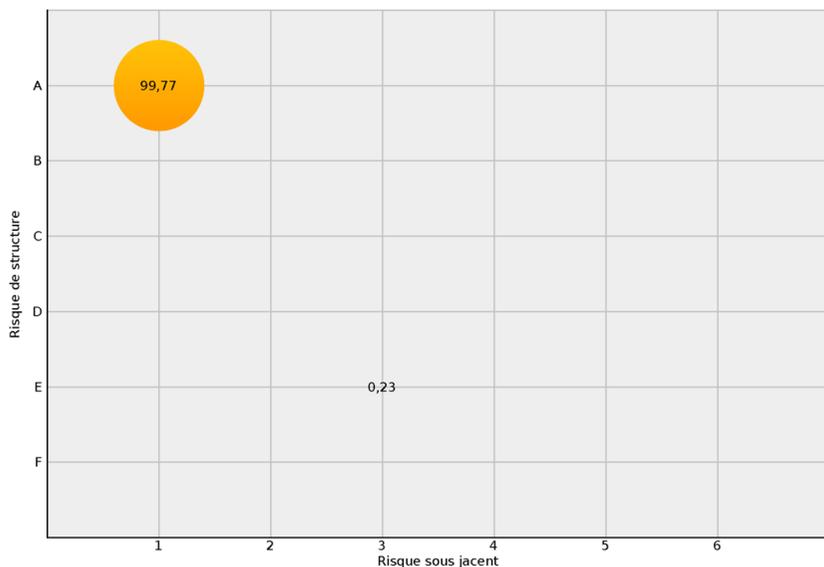


Rémunération (hors charge)



État de la dette du budget Annexe Assainissement

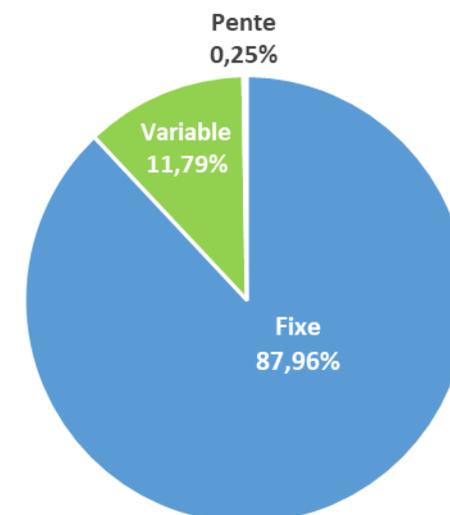
Charte de Gissler



La charte Gissler établit la dette à 99,77% sur un niveau de sécurisation maximum (1A).

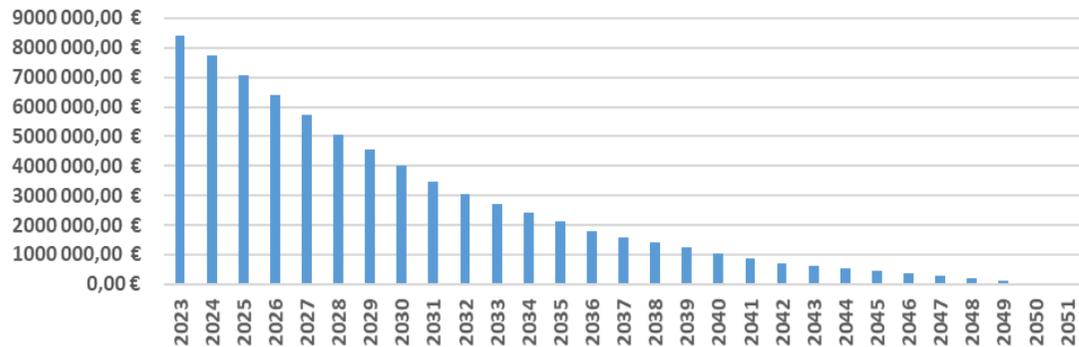
Un seul prêt est classé en zone à risque (3E), son capital restant dû est de 22 717,52€ et il sera total éteint au 1er juin 2039.

Répartition des emprunts par type de risque

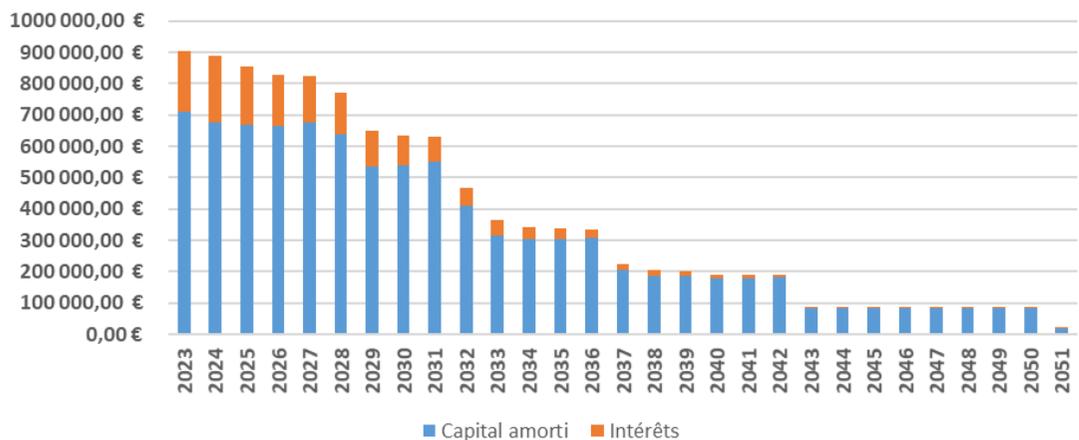


ÉTAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

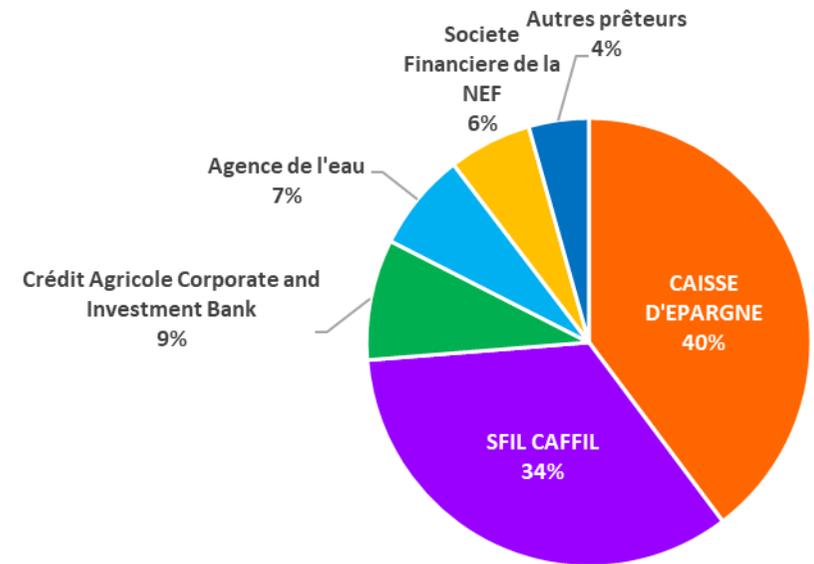
Graphique d'extinction de la dette du budget annexe Assainissement



Graphique de projection du capital et des intérêts des emprunts



Répartition des emprunts par prêteurs



Typologie de la dette

Au 1^{er} janvier 2023, la dette du budget annexe Assainissement s'établit à 9 101 226 €. Tout comme pour le Budget Principal, le taux moyen est en recul de 2,21 %. Le désendettement en une année s'élève à 710 170,56 €. Sans nouvel emprunt, la dette s'éteindra en 2051.

Cette année, les échéances remboursées seront de 905 802,04 €. Certains intérêts variables ne sont pas connus à ce stade, ce chiffre peut donc varier légèrement.

Elle comporte 24 prêts répartis entre 8 prêteurs. Les 2 prêteurs principaux, la Caisse d'épargne et la SFIL, détiennent 73,74% de la dette totale.

PRÉVISION DES INVESTISSEMENT DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT SUR LA PÉRIODE 2023-2026

Détail des dépenses et recettes d'investissement pour la période 2023-2026

Les investissements présentés dans les pages suivantes proviennent :

- des besoins courants des services (renouvellement de matériel, équipements et infrastructures)
- des engagements pris par la 2CCAM pour des projets en cours
- des projets fléchés au Plan Pluriannuel d'Investissement

Les projets présentés répondent à l'enjeu du Projet de Territoire : « Gérer l'eau en parfaite adéquation avec nos besoins d'ici 2030 »

Explicatif sur les tableaux et les données

Pour faciliter la lecture, une synthèse des éléments financiers des projets a été effectuée selon la logique suivante :



Regroupe l'ensemble des dépenses sous maîtrise d'ouvrage de la 2CCAM et participations aux projets portés par d'autres organismes (communes, etc.) comme les frais d'études ou de maîtrise d'œuvre, les travaux, les acquisitions et frais de portage, les fournitures et les participations.



Regroupe l'ensemble des recettes que va percevoir la 2CCAM sur le projet (hors emprunt) soit le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA), les subventions notifiées ou espérées selon des ratios classiques de financement, les participations d'autres collectivités (communes, etc.) et les éventuelles cessions d'actifs.



Constitue le reste à charge pour la 2CCAM soit la différence entre les dépenses et les recettes.

1 Chemisage du réseau

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------|--------------|-------------|--------------|--------------|----------------|
| Études & équipements | 627 300,00 € | 84 000,00 € | 600 000,00 € | 500 000,00 € | 1 811 300,00 € |
| Recettes & subventions | 65 956,50 € | 48 720,00 € | 41 580,00 € | 73 500,00 € | 229 756,50 € |
| Reste à charge 2CCAM | 561 343,50 € | 35 280,00 € | 558 420,00 € | 426 500,00 € | 1 581 543,50 € |

2 Mise en séparatif

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Études & équipements | 2 072 875,00 € | 1 060 000,00 € | 1 016 000,00 € | 1 220 000,00 € | 5 368 875,00 € |
| Recettes & subventions | 87 007,50 € | 90 300,00 € | 89 280,00 € | 135 120,00 € | 401 707,50 € |
| Reste à charge 2CCAM | 1 985 867,50 € | 969 700,00 € | 926 720,00 € | 1 084 880,00 € | 4 967 167,50 € |

3 création et extension de réseaux

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Études & équipements | 1 152 000,00 € | 1 820 000,00 € | 1 430 000,00 € | 1 000 000,00 € | 5 402 000,00 € |
| Recettes & subventions | 302 720,00 € | 285 600,00 € | 211 800,00 € | 99 600,00 € | 899 720,00 € |
| Reste à charge 2CCAM | 849 280,00 € | 1 534 400,00 € | 1 218 200,00 € | 900 400,00 € | 4 502 280,00 € |

PRÉVISION DES INVESTISSEMENT DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT SUR LA PÉRIODE 2023-2026

4 Mise au norme step de flaine

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|--------------|--------|----------------|
|  Études & équipements | 0,00 € | 500 000,00 € | 500 000,00 € | 0,00 € | 1 000 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 180 000,00 € | 120 000,00 € | 0,00 € | 300 000,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 0,00 € | 320 000,00 € | 380 000,00 € | 0,00 € | 700 000,00 € |

5 Reprise des bassins de traitement a la STEP - Le Reposoir

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|  Études & équipements | 0,00 € | 320 000,00 € | 320 000,00 € | 320 000,00 € | 960 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 0,00 € | 172 800,00 € | 115 200,00 € | 115 200,00 € | 403 200,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 0,00 € | 147 200,00 € | 204 800,00 € | 204 800,00 € | 556 800,00 € |

6 Travaux divers STEP

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------|--------|--------|--------------|
|  Études & équipements | 350 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 350 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 63 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 63 000,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 287 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 287 000,00 € |

7 Fin du projet méthanisation - Arâches la Frasse

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------|--------|----------------|
|  Études & équipements | 535 500,00 € | 535 500,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 071 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 408 547,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 408 547,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 126 953,00 € | 535 500,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 662 453,00 € |

8 Travaux divers

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------|--------|--------|--------------|
|  Études & équipements | 240 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 240 000,00 € |
|  Recettes & subventions | 21 600,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 21 600,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 218 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 218 400,00 € |

TOTAL GLOBAL

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
|  Études & équipements | 4 977 675,00 € | 4 319 500,00 € | 3 866 000,00 € | 3 040 000,00 € | 16 203 175,00 € |
|  Recettes & subventions | 948 831,00 € | 777 420,00 € | 577 860,00 € | 423 420,00 € | 2 727 531,00 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 4 028 844,00 € | 3 542 080,00 € | 3 288 140,00 € | 2 616 580,00 € | 13 475 644,00 € |

PROSPECTIVE FINANCIERE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

| Rep. | Intitulé | Calcul | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|------|--------------------------------------------------------|------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 | Redevances d'assainissement | | 4 213 483,07 | 3 127 231,55 | 4 005 147,63 | 4 609 588,05 | 4 093 470,32 | 4 179 324,14 | 4 209 219,73 | 4 239 857,29 | 4 271 252,14 |
| 2 | Participation Financière à l'Assainissement Collectif | | 739 308,00 | 672 601,75 | 868 307,90 | 447 378,05 | 653 887,30 | 550 000,00 | 500 000,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| 3 | Dotations et participations | | 113 845,55 | 176 607,48 | 54 821,58 | 69 991,79 | 32 669,53 | 27 769,10 | 23 603,74 | 20 063,18 | 17 053,70 |
| 4 | Autres recettes diverses | | 608 246,66 | 100 401,32 | 146 264,25 | 118 171,27 | 89 481,07 | 89 481,07 | 89 481,07 | 89 481,07 | 89 481,07 |
| 5 | TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | A | 5 674 883,28 | 4 076 842,10 | 5 074 541,36 | 5 245 129,16 | 4 869 508,22 | 4 846 574,31 | 4 822 304,54 | 4 849 401,53 | 4 877 786,91 |
| 6 | Charges à caractère général | | 424 942,71 | 387 722,72 | 359 987,97 | 331 604,81 | 506 448,89 | 511 513,38 | 516 628,51 | 521 794,80 | 527 012,75 |
| 7 | Charges de personnel | | 326 337,27 | 302 224,30 | 167 074,77 | 239 464,30 | 235 606,48 | 239 140,58 | 242 727,69 | 246 368,60 | 250 064,13 |
| 8 | Autres charges de gestion courante | | 1 807 097,06 | 1 918 222,19 | 1 870 813,54 | 1 611 893,85 | 1 748 853,66 | 1 783 830,73 | 1 819 507,35 | 1 855 897,49 | 1 893 015,44 |
| 9 | Intérêts des emprunts | | 327 630,32 | 238 600,41 | 223 033,64 | 223 535,78 | 207 074,05 | 195 631,48 | 276 784,41 | 310 827,46 | 340 094,59 |
| 10 | Autres dépenses diverses | | 263 576,29 | 26 715,74 | 3 716,93 | 11 435,62 | 8 869,60 | 8 869,60 | 8 869,60 | 8 869,60 | 8 869,60 |
| 11 | TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | B | 3 149 583,65 | 2 873 485,36 | 2 624 626,85 | 2 417 934,36 | 2 706 852,68 | 2 738 985,77 | 2 864 517,56 | 2 943 757,96 | 3 019 056,51 |
| 12 | EPARGNE BRUTE | C = A - B | 2 525 299,63 | 1 203 356,74 | 2 449 914,51 | 2 827 194,80 | 2 162 655,54 | 2 107 588,54 | 1 957 786,98 | 1 905 643,57 | 1 858 730,40 |
| 13 | Remboursement du capital des emprunts | D | 604 528,18 | 677 793,24 | 650 757,62 | 700 833,67 | 705 524,88 | 710 170,56 | 780 139,08 | 865 678,23 | 954 495,58 |
| 14 | EPARGNE NETTE | E = C - D | 1 920 771,45 | 525 563,50 | 1 799 156,89 | 2 126 361,13 | 1 457 130,66 | 1 397 417,98 | 1 177 647,90 | 1 039 965,34 | 904 234,81 |
| 15 | Travaux d'assainissement | | 1 806 655,99 | 6 655 345,23 | 5 907 416,06 | 3 868 938,94 | 4 098 203,93 | 4 977 675,00 | 4 319 500,00 | 3 866 000,00 | 3 040 000,00 |
| 16 | Autres dépenses d'investissement | | 0,00 | 84 726,64 | 0,00 | 700 833,67 | 93 074,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 17 | TOTAL DÉPENSES INVESTISSEMENT (hors emprunts) | F | 1 806 655,99 | 6 740 071,87 | 5 907 416,06 | 4 569 772,61 | 4 191 277,93 | 4 977 675,00 | 4 319 500,00 | 3 866 000,00 | 3 040 000,00 |
| 18 | Subventions (AERMC, Département, Etat) | | 1 957 041,67 | 1 297 089,39 | 1 231 338,00 | 1 169 770,00 | 1 003 266,05 | 948 831,00 | 777 420,00 | 577 860,00 | 423 420,00 |
| 19 | Autres recettes d'investissement | | | | | | | | | | |
| 20 | TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT (hors emprunts) | G | 1 957 041,67 | 1 297 089,39 | 1 231 338,00 | 1 169 770,00 | 1 003 266,05 | 948 831,00 | 777 420,00 | 577 860,00 | 423 420,00 |
| 21 | Besoin de financement | H = F - G | -150 385,68 | 5 442 982,48 | 4 676 078,06 | 3 400 002,61 | 3 188 011,88 | 4 028 844,00 | 3 542 080,00 | 3 288 140,00 | 2 616 580,00 |
| 22 | Rappel Epargne nette | E | 1 920 771,45 | 525 563,50 | 1 799 156,89 | 2 126 361,13 | 1 457 130,66 | 1 397 417,98 | 1 177 647,90 | 1 039 965,34 | 904 234,81 |
| 23 | Emprunts nouveaux | I | 10 004,15 | 0,00 | 2 490 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 2 631 426,02 | 2 364 432,10 | 2 248 174,66 | 1 712 345,19 |
| 24 | En-cours de dette au 31/12 | J | 9 335 625,63 | 8 668 046,28 | 10 515 027,15 | 9 814 602,67 | 9 109 077,78 | 9 304 709,26 | 10 473 675,50 | 11 948 279,30 | 12 799 157,35 |
| 25 | Ratio de capacité de désendettement (en années) | K = J ÷ C | 3,7 | 7,2 | 4,3 | 3,5 | 4,2 | 4,4 | 5,3 | 6,3 | 6,9 |
| 26 | Taux d'épargne brute | L = C ÷ A | 44,5% | 29,5% | 48,3% | 53,9% | 44,4% | 43,5% | 40,6% | 39,3% | 38,1% |
| 27 | Taux d'endettement | M = J ÷ A | 164,5% | 212,6% | 207,2% | 187,1% | 187,1% | 192,0% | 217,2% | 246,4% | 262,4% |

BUDGET ANNEXE MOBILITÉ - Dépenses et recettes de fonctionnement

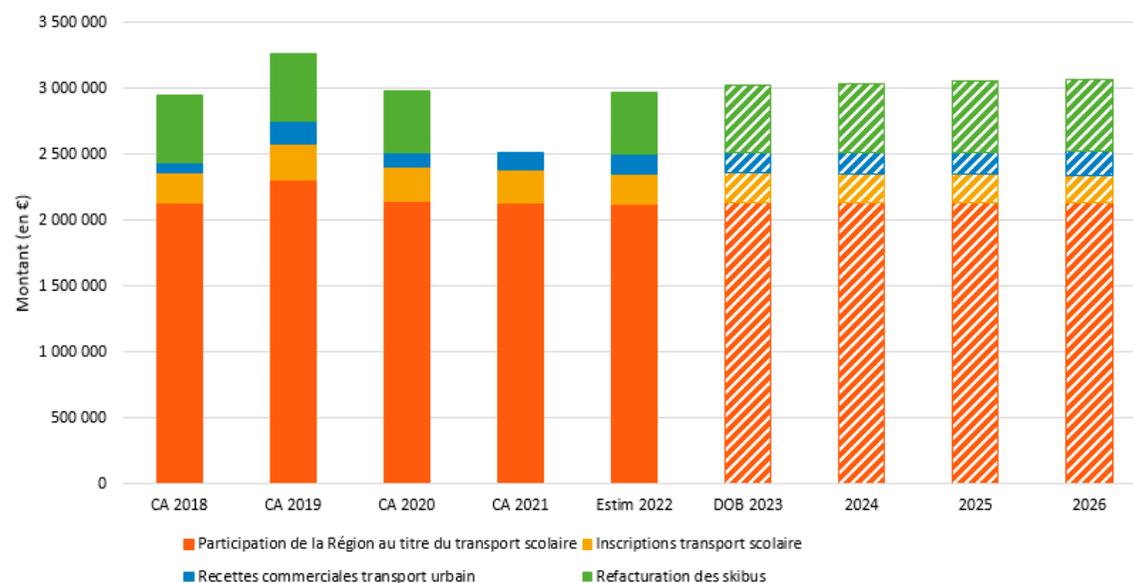
Les dépenses de fonctionnement

Après une année 2021 grandement impactée par la non ouverture des domaines skiabiles et donc une absence d'exploitation des skibus sur la période hivernale, l'exercice 2022 affichait un retour à une situation normale.

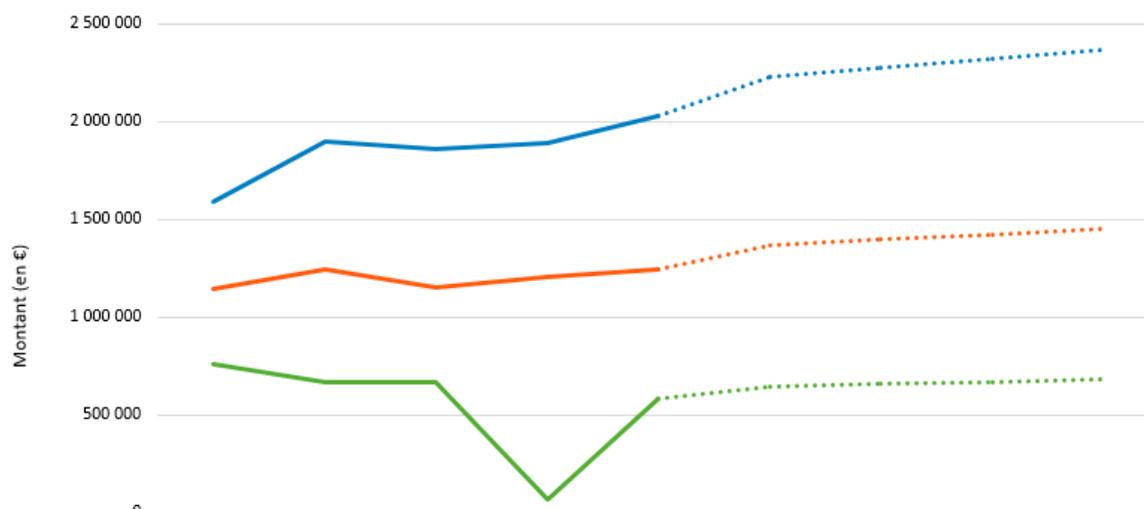
Les charges liées aux marchés d'exploitation des réseaux scolaires et urbains évoluent régulièrement selon les hausses mécaniques (évolution du coût des carburants, du matériel et de la main d'œuvre). Celles-ci devraient être plus prononcées en 2023 suite à l'inflation et aux indices de révisions des prix (voir détail page suivante).

La 2CCAM devra donc poursuivre sa stratégie de transition vers des carburants d'origine végétale pour maîtriser davantage ces hausses et réduire son empreinte carbone.

Évolution des recettes affectées aux transports



Évolution des marchés d'exploitation des lignes de transports



| | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | Estim 2022 | DOB 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Transport urbain | 1 590 166 | 1 897 881 | 1 857 756 | 1 890 944 | 2 025 370 | 2 227 907 | 2 272 465 | 2 317 914 | 2 364 272 |
| Transport scolaire | 1 146 483 | 1 241 835 | 1 152 443 | 1 203 461 | 1 243 606 | 1 367 966 | 1 395 326 | 1 423 232 | 1 451 697 |
| Skibus | 759 541 | 664 323 | 668 822 | 68 291 | 584 443 | 642 888 | 655 745 | 668 860 | 682 237 |

Les recettes de fonctionnement

Du côté des recettes de fonctionnement, peu d'évolutions sont attendues dans les mois et années à venir.

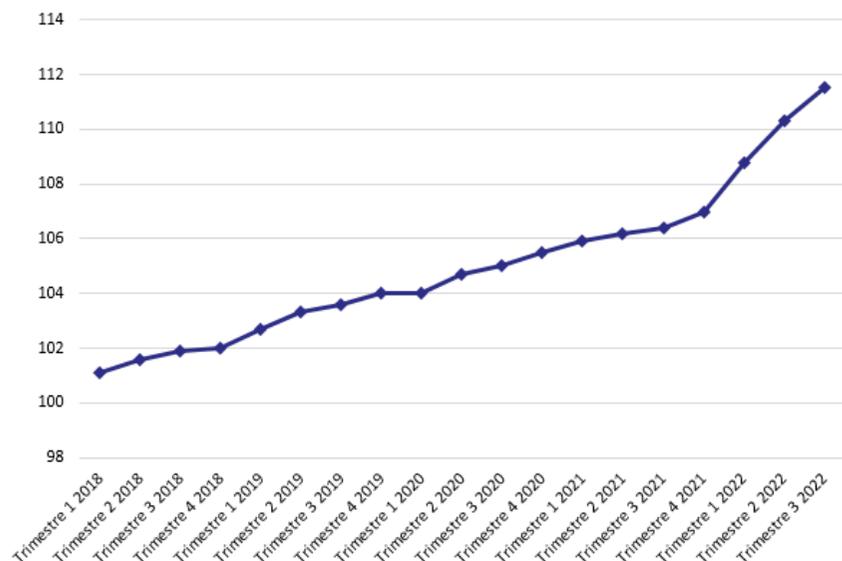
La principale recette de fonctionnement est la participation de la Région au titre du transport scolaire. Celle-ci est fixe et ne devrait pas évoluer.

Les inscriptions au transport scolaire ont tendance à diminuer légèrement d'année en année, compensées par une hausse progressive des recettes commerciales du réseau urbain.

Enfin, les refacturations des skibus aux sociétés de remontées mécaniques sur les secteurs de Flaine et Les Carroz s'établissent à 80% du coût du service.

BUDGET ANNEXE MOBILITÉ - Focus sur les indices de révision des prix

Indice de révision des prix des salaires du secteur des transports et de l'entreposage



Les 3 principaux indices de révision des prix appliqués aux marchés d'exploitation des lignes de transports

A l'exception de l'indice relatif au prix du gazole, les indices de révision des prix suivent une tendance linéaire d'augmentation sur la période analysée (2018 à fin 2022).

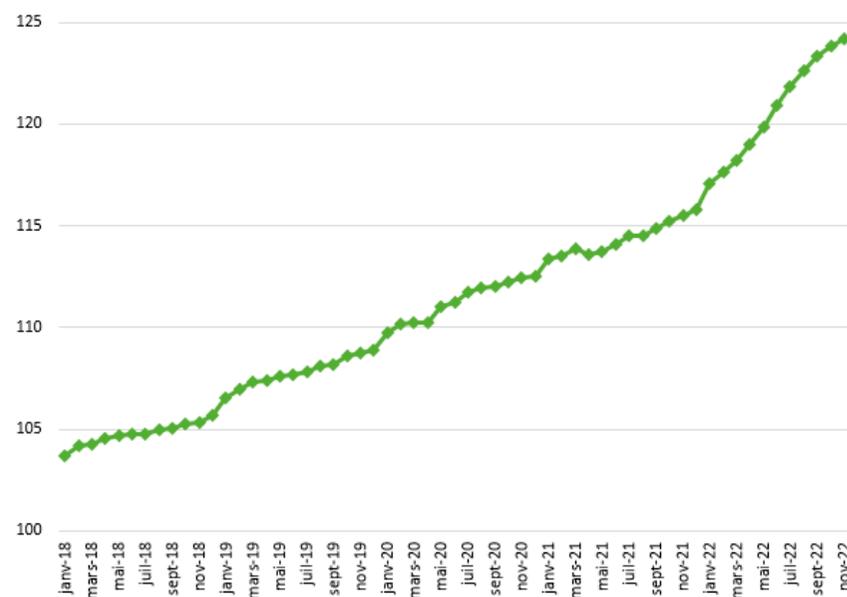
On constate une forte accélération de la hausse à partir du début d'année 2022, en corrélation avec la conjoncture économique mondiale.

Ces données viennent expliquer l'augmentation importante attendue pour l'exercice 2023 détaillée à la page précédente.

Indice de révision des prix de production française de gazole et taxe sur l'importation de produits pétroliers



Indice de révision des prix sur l'entretien et la réparation de véhicules



PRÉVISION D'INVESTISSEMENTS SUR LE BUDGET ANNEXE MOBILITÉ POUR LA PÉRIODE 2023-2026

Répondre à plus de 70% des besoins caractérisés par l'habitant dans son parcours de vie

1 Aménagements arrêts de bus (poteaux, signalétique, abribus)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|  Études & équipements | 389 760 € | 194 880 € | 194 880 € | 194 880 € | 974 400 € |
|  Recettes & subventions | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 389 760 € | 194 880 € | 194 880 € | 194 880 € | 974 400 € |

2 Aménagement gare routière du collège de Scionzier

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----------|-----------|------|-----------|
|  Études & équipements | 82 000 € | 600 000 € | 300 000 € | 0 € | 982 000 € |
|  Recettes & subventions | 0 € | 300 000 € | 150 000 € | 0 € | 450 000 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 82 000 € | 300 000 € | 150 000 € | 0 € | 532 000 € |

3 Exploitation station vélo & politique vélo sur le territoire

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------|----------|----------|-----------|
|  Études & équipements | 150 000 € | 40 000 € | 20 000 € | 40 000 € | 250 000 € |
|  Recettes & subventions | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 150 000 € | 40 000 € | 20 000 € | 40 000 € | 250 000 € |

4 Autres projets divers

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|
|  Études & équipements | 30 000 € | 10 000 € | 30 000 € | 10 000 € | 80 000 € |
|  Recettes & subventions | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 30 000 € | 10 000 € | 30 000 € | 10 000 € | 80 000 € |

GLOBAL

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|
|  Études & équipements | 651 760 € | 844 880 € | 544 880 € | 244 880 € | 2 286 400 € |
|  Recettes & subventions | 0 € | 300 000 € | 150 000 € | 0 € | 450 000 € |
|  Reste à charge 2CCAM | 651 760 € | 544 880 € | 394 880 € | 244 880 € | 1 836 400 € |

CRÉATION DU BUDGET ANNEXE « MOBILITÉ » EN 2022

Suite au contrôle de la Chambre Régionale des Comptes, cette dernière avait émis comme recommandation la création d'un budget annexe dédié aux transports.

La Communauté de Communes Cluses Arve et montagnes a donc scrupuleusement suivi la recommandation de la chambre. Ce budget permet un meilleur suivi analytique des dépenses et recettes liées à la fonction Transports et met en exergue le reste à charge de celle-ci actuellement supporté par le Budget Principal.



Cluses Arve
& montagnes